

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 5 juin 2025 - Prix : 20 DA - <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°651 ■

Chronique Eco

L'agriculture algérienne : une évaluation est nécessaire pour aller plus loin

P 16

VACCINS VÉTÉRINAIRES "MADE IN ALGERIA"

Les premiers lots attendus pour janvier 2026

L'Algérie s'engage dans une avancée majeure pour consolider sa souveraineté sanitaire. Dès janvier 2026, les premiers vaccins vétérinaires produits localement devraient voir le jour, dans le cadre d'un ambitieux programme national porté par le Groupe de recherche scientifique en virologie (AGIRP), en collaboration avec Sidal, le groupe MADAR, et plusieurs institutions étatiques. P 3



GESTION DES DÉCHETS
Cap sur la valorisation



L'Algérie met en avant une nouvelle dynamique en matière de gestion des déchets, portée par une volonté claire de rompre avec les pratiques traditionnelles pour s'inscrire dans une logique d'économie circulaire. Fatma Zohra Barça, directrice générale de l'Agence nationale des déchets, invitée de la « Chaîne I » de la radio nationale, a souligné l'importance de bâtir une gouvernance environnementale moderne, fondée sur la valorisation des ressources et la responsabilisation collective.

P 3

AVEC UNE CAPACITÉ
INSTALLÉE ESTIMÉE
À 25 500 MEGAWATTS

L'Algérie assure sa sécurité énergétique

Tandis que plusieurs pays du sud de la Méditerranée peinent à garantir une alimentation électrique stable, l'Algérie affiche une situation de confort énergétique remarquable. À l'approche des pics de consommation estivale, le pays se distingue par une capacité de production bien supérieure à la demande

P 3

EL-OUED
Ouverture du 28^e Salon de l'enfance

La 28^e édition du Salon de l'enfance a débuté à la maison de la culture Mohammed Lamine-Lamoudi à El-ued, avec la participation de nombreux clubs, troupes et associations culturels et artistiques, issus des différentes communes de la wilaya, ont indiqué mercredi des organisateurs.

P 5

VIANDE, FRUITS ET LÉGUMES

Les prix accessibles la veille de l'Aid P 2

AÏD EL-ADHA

Sonelgaz met en place un dispositif spécial de permanence P 3

*Chères lectrices, chers lecteurs,
L'ensemble de l'équipe de
Les Enjeux Eco, vous souhaite
Aid Adha Moubarak.*

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Examen de plusieurs projets relatifs à divers secteurs économiques

TÉBESSA
Saisie de 52.000 comprimés psychotropes à Bir El Ater

Les éléments de la Brigade mobile de police judiciaire de Bir El Ater, relevant de la sûreté de wilaya de Tébessa, ont saisi 52.000 comprimés psychotropes et interpellé deux individus, selon un communiqué publié mardi par la cellule de communication de ce corps constitué.

Le document précise que les policiers ont réussi, en coordination avec les autorités judiciaires territorialement compétentes, à arrêter deux individus soupçonnés de participation à un réseau criminel spécialisé dans le trafic illicite de substances psychotropes, et ont saisi 52.000 capsules psychotropes dissimulées dans un véhicule de tourisme. Après accomplissement des procédures légales d'usage, les 2 individus ont été déférés devant le procureur de la République près le tribunal de Bir El Ater, conclut le communiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE
13 morts et 253 blessés en 24 heures (Protection civile)

Treize (13) personnes sont décédées et 253 autres ont été blessées dans des accidents de la route, survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas, indique mercredi, un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ain Defla avec 4 morts et 2 blessés, suite à un carambolage entre un autobus et deux véhicules légers, dans la Commune de Khemis Miliana, précise la même source.

Par ailleurs, et suite aux intempéries ayant affecté la wilaya d'Illizi, les équipes de la Protection civile ont secouru 7 personnes qui se trouvaient à bord d'un véhicule, cerné par les eaux d'un oued, note le communiqué, ajoutant que les éléments de la Protection civile ont également effectué des opérations de pompage des eaux pluviales dans la commune d'Illizi.

Durant la même période, et dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêts et de récoltes, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 16 incendies à travers plusieurs wilayas du pays. (APS)

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de plusieurs communications et projets concernant divers secteurs, notamment l'état d'avancement du projet d'aménagement de la baie d'Alger, la modernisation des moyens de paiement, la réduction des délais d'attente des marchandises au niveau des ports, le projet d'extension du port de Djen Djen de Jijel ainsi que le raccordement des nouvelles grandes stations de dessalement d'eau de mer, indique un communiqué des Services du Premier ministre, dont voici le texte intégral :

"Le Premier ministre, Monsieur Nadir Larbaoui, a présidé, ce mercredi 4 juin 2025, une réunion du Gouvernement consacrée à une communication sur l'état d'avancement de la réalisation des projets inscrits dans le cadre de la vision stratégique de Monsieur le Président de la République pour le développement et l'aménagement de la baie d'Alger.

Par ailleurs, le Gouvernement a entendu une communication sur le bilan de la mise en œuvre de la feuille de route relative à la

modernisation des moyens de paiement, adoptée en mai 2024, ainsi que les nouvelles mesures proposées pour le développement et la généralisation du paiement électronique, en vue de renforcer l'inclusion financière, et de simplifier et faciliter les transactions.

Le Gouvernement a également entendu un rapport d'étape sur l'état d'avancement de la feuille de route pour la réduction des délais d'attente des navires en rade et de passage portuaire des marchandises à l'importation, mise en œuvre dans le cadre de la stratégie de développement et de promotion de la gestion des ports, et ce, en exécution des instructions de Monsieur le Président de la République données à cet

effet. Dans le même contexte, le Gouvernement a également entendu une communication sur l'état d'avancement du projet d'extension du port de Djen Djen, dans la Wilaya de Jijel, qui fera de ce port un important pôle d'échange de marchandises dans le bassin méditerranéen.

Enfin, et dans le cadre du suivi de la mise en œuvre du programme national de dessalement de l'eau de mer, le Gouvernement a entendu une communication sur l'état d'avancement des travaux de raccordement des cinq grandes nouvelles stations de dessalement d'eau de mer, visant à améliorer l'approvisionnement en eau potable des habitants des Wilayas côtières et limitrophes.

PÉTROLE

Le Brent clôture à 65,63 dollars

Les cours du pétrole ont encore grimpé mardi, portés par les inquiétudes autour de la production canadienne de brut en raison des feux de forêt dans le pays, ainsi que par l'enlèvement des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran.

Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, a pris 1,55% à 65,63 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en juillet, a avancé de 1,42% à 63,41 dollars.

VIANDE, FRUITS ET LÉGUMES

Les prix accessibles la veille de l'Aid

À la veille de l'Aid El Adha, les prix des produits des incipaux légumes, fruits, sont restés accessibles pour les ménages algériens. Dans plusieurs marchés de la capitale, les fruits et légumes restent majoritairement accessibles, avec des niveaux de prix relativement stables. La viande blanche, quant à elle, enregistre une baisse notable.

Au marché de Bachdjerrah, l'un des plus fréquentés de la capitale, les étals restent bien garnis, et la pomme de terre est affichée entre 45 et 70 dinars le kilo. Tandis que l'oignon, incontournable dans la cuisine algérienne, oscille entre 35 et 60 dinars. La courgette atteint 80 dinars le kilo et la laitue se situe entre 100 et 140 dinars. Tandis que la tomate varie entre 70 et 95 dinars le kilo. Côté fruits, la pastèque est accessible à 60-80 dinars et la banane se vend autour de 400 dinars. A cela,



HadjTahar Boulenuar, président de l'Association nationale des commerçants et artisans, souligne que les prix des produits de saison sont stables et pourraient même diminuer dans les semaines à venir. Néanmoins, il met en garde sur la possibilité d'une hausse temporaire des prix des légumes, en raison de l'absence de permanence des agriculteurs pendant

les jours de fête. Par ailleurs, Mustapha Zebdi, président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur (Apoce), a insisté sur la « diversité des fruits » et une « stabilité des prix » tout en évoquant les préparatifs visant à garantir l'approvisionnement durant cette période de fête. Alors que les légumes et fruits restent abordables, la

viande blanche connaît une chute significative de ses prix dans plusieurs quartiers d'Alger. Pour préserver ce fragile équilibre, l'État a pris des mesures fortes afin de lutter contre la spéculation, fléau traditionnel des périodes de forte demande. La loi sur la spéculation illicite prévoit des sanctions sévères. À savoir, des peines d'emprisonnement allant de 3 à 30 ans, assorties d'amendes pouvant atteindre deux millions de dinars. Cette législation cible tout comportement visant à provoquer une pénurie artificielle ou une variation injustifiée des prix. En ce sens, le président Abdelmadjid Tebboune a rappelé récemment l'engagement ferme du gouvernement : « La loi est répressive contre les spéculateurs. Des sanctions pénales sévères sont prévues à leur rencontre », a-t-il déclaré lors de sa rencontre avec la presse nationale.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

VACCINS VÉTÉRINAIRES "MADE IN ALGERIA"

Les premiers lots attendus pour janvier 2026

L'Algérie s'engage dans une avancée majeure pour consolider sa souveraineté sanitaire. Dès janvier 2026, les premiers vaccins vétérinaires produits localement devraient voir le jour, dans le cadre d'un ambitieux programme national porté par le Groupe de recherche scientifique en virologie (AGIRP), en collaboration avec Saidal, le groupe MADAR, et plusieurs institutions étatiques. L'objectif est clair : réduire la dépendance aux importations, protéger durablement le cheptel national et renforcer les capacités de riposte face aux épidémies animales et humaines. Pour Houcem Korib, président de l'AGIRP et coordinateur de ce projet stratégique, il ne s'agit pas simplement d'une initiative scientifique, mais d'un véritable enjeu de sécurité nationale.

Par Mourad A.

Au cœur de ce dispositif, un centre d'expérimentation animale verra le jour à Biskra. Il comprendra des infrastructures adaptées aux petits animaux de laboratoire (souris, hamsters, lapins) ainsi qu'un centre de primatologie destiné aux essais avancés, indispensables à la validation des vaccins. Cet ensemble sera renforcé par un centre d'élevage à Sétif et une structure dédiée à la préservation du singe magot à Tizi Ouzou, créant ainsi un écosystème cohérent et intégré. En attendant l'achèvement de ces installations, les équipes s'appuieront sur le centre de recherche CRD de Saïdal à Baba Hassen, opérationnel dès l'été 2025, ainsi que sur les lignes de production existantes à Mostaganem.

« Grâce au soutien du ministère de l'Industrie pharmaceutique, nous allons pouvoir accélérer le processus. Les premiers vaccins devraient sortir des chaînes de production d'ici fin 2025, pour une distribution à grande échelle dès janvier 2026 », a précisé le président de l'AGIRP sur les ondes de la Chaîne III.

L'urgence de cette transition est dictée par la réalité du terrain. Chaque année, le pays fait face à des épidémies récurrentes comme la grippe aviaire, qui entraîne la perte de près de 50 % du

cheptel de volailles, ou encore la fièvre aphteuse, aux conséquences lourdes pour les éleveurs et la sécurité alimentaire. Actuellement, l'Algérie importe la totalité de ses vaccins vétérinaires, pour une facture avoisinant les 300 millions de dollars par an. Or, ces produits ne sont pas toujours adaptés aux souches virales locales, et leur efficacité est souvent réduite par des mutations. « L'un des risques les plus graves, c'est d'introduire un vaccin contaminé ou inefficace. Cela peut décimer le cheptel national. Nous voulons désormais contrôler, adapter et produire nos propres vaccins », a alerté Korib. Le futur centre de virologie, pièce maîtresse du projet, permettra d'analyser les souches circulantes en Algérie, d'adapter les formules en temps réel et d'assurer un contrôle qualité rigoureux, qu'il s'agisse de produits importés ou fabriqués localement.

Mais l'ambition du programme dépasse les frontières nationales. L'Algérie vise à devenir un hub africain de production de vaccins et de thérapies ciblées. Des discussions sont déjà en cours entre Saidal et plusieurs pays du continent en vue de futurs accords d'exportation. Cette dynamique s'appuie sur des avancées scientifiques majeures. L'AGIRP détient à ce jour sept brevets internationaux, dont une thérapie ciblée, développée en partenariat avec le pro-

fesseur Chebloun, capable de répondre à toute pandémie virologique en 15 à 30 jours. « Le monde a souffert du Covid-19. Demain, nous pourrions faire face à des virus encore plus dangereux, comme le MERS, dont le taux de mortalité dépasse 40 %, contre 3 % pour le Covid. Nous devons être prêts », a prévenu son président.

Le projet tire également sa force de la mobilisation de la diaspora scientifique. À travers l'Association des médecins algériens en Europe, présidée également par Korib, 32 spécialités médicales ont été mobilisées dans un effort collectif de transfert de savoir-faire et de formation continue. « L'Algérie nous a tant donné. Ce projet, c'est aussi notre manière de rendre. L'immigration algérienne sera un maillon essentiel dans cette aventure », a-t-il affirmé avec émotion. Plusieurs ministères sont impliqués dans ce chantier, notamment ceux de la Santé, de l'Agriculture, de l'Enseignement supérieur et de l'Industrie pharmaceutique. Une convention tripartite entre Saidal, Madar et l'AGIRP encadre cette coopération, tout en gardant le projet ouvert à d'autres partenaires, publics comme privés. « Ce n'est pas le projet d'une entreprise, mais celui de tout un pays », a-t-il martelé. « Si nous réussissons, ce sera une victoire collective, pour la science, l'économie et la souveraineté de l'Algérie ».

AVEC UNE CAPACITÉ INSTALLÉE ESTIMÉE À 25 500 MÉGAWATTS

L'Algérie assure sa sécurité énergétique

Par M. A.

Tandis que plusieurs pays du sud de la Méditerranée peinent à garantir une alimentation électrique stable, l'Algérie affiche une situation de confort énergétique remarquable. À l'approche des pics de consommation estivale, le pays se distingue par une capacité de production bien supérieure à la demande, grâce à une politique énergétique axée sur la disponibilité du gaz naturel et l'entretien régulier de ses infrastructures.

Avec une capacité installée estimée à 25 500 mégawatts, l'Algérie dispose d'une marge significative par rapport à sa consommation quotidienne moyenne, qui oscille autour de 17 000 mégawatts. Selon les projections de la plateforme spécialisée « Attaqa.net », la demande pourrait atteindre entre 17 400 et 17 700 mégawatts durant l'été, sans pour autant faire craindre des coupures ou

des mesures de délestage. L'éditorialiste Abdelrahmane Salah, directeur de publication de la plateforme basée à Washington, explique que cette stabilité tient à deux facteurs essentiels : la disponibilité permanente du gaz naturel, ressource dont le pays est abondamment pourvu, et la stratégie de maintenance préventive menée sur les centrales électriques, notamment durant la saison hivernale. « Malgré une forte dépendance au gaz, la production reste continue et sécurisée », souligne-t-il, en rappelant que l'Algérie n'a pas connu de perturbations majeures depuis plusieurs années. Cette dépendance structurelle au gaz naturel, que partagent également l'Égypte et la Jordanie, ne semble donc pas constituer un risque immédiat pour la continuité du service électrique.

En parallèle, l'Algérie poursuit ses engagements régionaux en matière d'interconnexion. Un volume de 500 méga-

watts est ainsi exporté chaque jour vers la Tunisie, dans le cadre d'un accord de coopération énergétique entre les deux pays. Cette situation contraste fortement avec celle de pays comme la Libye, le Soudan ou le Yémen, où les infrastructures électriques ont été largement détruites par les conflits, entraînant une dépendance accrue aux générateurs individuels et à l'énergie solaire de fortune. Face à ces exemples, l'Algérie apparaît comme un pôle de stabilité énergétique au Maghreb.

Toutefois, la question de la diversification du mix énergétique reste posée. Si le modèle actuel offre une efficacité indéniable, les experts alertent sur la nécessité d'intégrer davantage de sources renouvelables pour réduire la vulnérabilité à long terme. En attendant, l'Algérie poursuit sur sa trajectoire, assurant un approvisionnement fiable à ses citoyens, et jouant un rôle de fournisseur régional.

GEC 2025 À INDIANA

Ouadah souligne le rôle de l'Algérie dans la promotion du climat d'innovation en Afrique

Le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a participé à la Conférence ministérielle du Congrès mondial sur l'entrepreneuriat (GEC 2025), qui se tient dans l'État de l'Indiana (États-Unis d'Amérique), durant laquelle il a souligné le rôle pionnier de l'Algérie dans la promotion du climat d'innovation dans le continent africain, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère.

Intervenant à cette Conférence en tant que représentant de l'Algérie à cet événement international majeur, qui rassemble les décideurs, les entrepreneurs et les innovateurs du monde entier, M. Ouadah a présenté un exposé exhaustif sur les progrès réalisés dans l'écosystème national des start-up, précisant que la construction et le développement de cet écosystème se font conformément à la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui place l'innovation et l'entrepreneuriat au cœur du développement économique durable.

Le ministre a, en outre, mis en relief la dynamique accélérée de l'écosystème africain des start-up, ainsi que le rôle de premier plan de l'Algérie en tant que catalyseur de cette croissance, notamment à travers le lancement de la Conférence africaine des start-up depuis 2022, qui est désormais une plateforme stratégique à même de renforcer la synergie des politiques africaines en matière de promotion du développement technologique et économique.

AÏD EL-ADHA

Sonelgaz met en place un dispositif spécial de permanence

Par M. A.

La Société nationale de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) a annoncé la mobilisation de ses équipes d'intervention à travers le territoire national, afin de garantir la continuité de l'approvisionnement en électricité et en gaz pendant les jours de fête de l'Aïd El-Adha.

Dans un communiqué, Sonelgaz affirme avoir mis en place un dispositif spécial de permanence, activé durant toute la période de l'Aïd, qui coïncide cette année avec un week-end. « Conformément à son engagement d'assurer un service ininterrompu, Sonelgaz a mobilisé des équipes de garde réparties sur l'ensemble de ses filiales à travers le pays, prêtes à intervenir 24h/24 au service des citoyens », précise la société. Pour permettre une réponse rapide en cas d'incident ou de perturbation dans l'approvisionnement, l'entreprise rappelle aux citoyens la disponibilité de son centre national de contact via le numéro 3303, ainsi que le numéro d'astreinte 021 72 31 00, joignables à toute heure. Par ailleurs, Sonelgaz a réitéré son engagement à accompagner les grands rendez-vous nationaux. À quelques jours du lancement des examens officiels du baccalauréat, la société a assuré avoir pris toutes les mesures nécessaires pour garantir l'approvisionnement électrique des établissements scolaires et des centres d'examen dans les meilleures conditions.

GESTION DES DÉCHETS
Cap sur la valorisation

Par Mourad A.

L'Algérie met en avant une nouvelle dynamique en matière de gestion des déchets, portée par une volonté claire de rompre avec les pratiques traditionnelles pour s'inscrire dans une logique d'économie circulaire. Fatma Zohra Barça, directrice générale de l'Agence nationale des déchets, invitée de la « Chaîne I » de la radio nationale, a souligné l'importance de bâtir une gouvernance environnementale moderne, fondée sur la valorisation des ressources et la responsabilisation collective. Depuis l'adoption, en février 2025, de la loi 25-02, une refonte en profondeur du cadre juridique encadrant la gestion des déchets a été engagée. Ce nouveau texte vient combler les lacunes d'une législation vieille de plus de vingt ans, en introduisant notamment de nouvelles obligations pour les collectivités locales et les producteurs. Il dote également le pays d'un système national d'information sur les déchets, permettant de suivre en temps réel les flux, leur nature, leur origine, les quantités collectées et les modes de traitement disponibles. Cet outil offre ainsi une visibilité stratégique pour mieux orienter les politiques publiques et guider les investissements vers les filières les plus prometteuses. Cependant, malgré ces avancées structurelles, la situation reste préoccupante. Le taux de valorisation des déchets en Algérie demeure limité à 10 %, un chiffre qui reflète principalement les efforts concentrés sur les déchets ferreux et plastiques, seuls à bénéficier d'un réseau structuré de récupération. Les déchets organiques, qui représentent pourtant plus de la moitié du volume total des déchets ménagers, restent largement inexploités. Pour Fatma Zohra Barça, cette situation peut et doit évoluer : en valorisant ne serait-ce qu'une fraction de ces matières biodégradables, l'Algérie pourrait franchir un cap important dans la réduction de son empreinte écologique. Pour inverser la tendance, plusieurs projets concrets sont déjà en cours. Des infrastructures de compostage ont été réalisées ou sont en voie d'achèvement dans différentes régions du pays. Leur mise en service permettra de mobiliser le potentiel jusque-là dormant des déchets organiques tout en offrant de nouvelles opportunités économiques aux collectivités. Cette dynamique s'accompagne d'un soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat, illustré par la montée en puissance de startups spécialisées dans la gestion numérique des déchets, la logistique verte ou encore le recyclage de produits électroniques. La gestion des déchets spécifiques, à l'instar de ceux générés durant l'Aïd El-Adha, bénéficie également d'un dispositif renforcé. Chaque année, d'importantes quantités de peaux d'ovins s'accumulent dans l'espace urbain, avec un fort potentiel de nuisance s'ils ne sont pas pris en charge rapidement.

MINES
Le groupe Sonarem compte lancer de grands projets avec des partenaires étrangers

Le groupe Sonarem compte lancer de grands projets miniers avec des partenaires étrangers dans le but de valoriser les ressources minières, a indiqué le PDG du groupe, Belkacem Soltani. Dans une déclaration à l'APS en marge d'une conférence sur le secteur minier et la diversification économique, organisé lundi soir, M. Soltani a précisé que le groupe travaillait en collaboration avec des sociétés omanaises, chinoises, turques et canadiennes sur des projets miniers qui seront bientôt concrétisés pour renforcer la contribution du secteur à la création de la richesse et d'emplois. Le secteur minier, qui enregistre des indicateurs positifs, constitue l'un des principaux piliers de la diversification économique, a souligné le responsable, insistant sur l'importance de la valorisation des ressources naturelles à travers la transformation industrielle et l'amélioration de la gouvernance. Selon lui, les partenariats internationaux sont essentiels dans cette démarche. La feuille de route du groupe repose sur le développement de l'industrie minière, la valorisation des ressources via la transformation industrielle, l'amélioration de la gouvernance et la formation de ressources humaines qualifiées, a-t-il expliqué. Rappelant qu'il n'était plus possible d'exporter des matières premières à l'état brut conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le PDG de Sonarem a souligné que la priorité était désormais accordée à la transformation industrielle locale des matières premières en produits industrialisés que l'Algérie importait par le passé. A l'ouverture de la rencontre, M. Soltani a indiqué que le groupe prônait une vision stratégique ambitieuse basée sur l'innovation et la proactivité pour assurer la pérennité de ses activités et renforcer sa position en tant que principal fournisseur des matières premières, réaffirmant son engagement en faveur de la durabilité et de la responsabilité environnementale. De son côté, le président du Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat (ACEFIDE), Akram Zidi, a mis en avant l'importance de la valorisation des ressources minières pour la réduction de la facture d'importation et l'augmentation la valeur des exportations hors hydrocarbures, appelant à la nécessité d'avoir des entreprises capables de dynamiser le secteur minier. Saluant les grands projets miniers en cours de réalisation dans nombre de wilayas pour soutenir le développement local, il a estimé

que le projet de loi sur les activités minières imprimera une forte impulsion au secteur. Lors de la conférence, un mémorandum de coopération a été signé entre la filiale Sonarem-Formation et le Centre algérien de la prospective économique, du développement des investissements et de l'entrepreneuriat, pour le renforcement de la participation des jeunes aux projets miniers, l'échange d'informations économiques et l'organisation d'activités conjointes en lien avec le secteur. La rencontre qui a été sanctionnée par une série de recommandations, parmi lesquelles l'adoption d'une approche stratégique pour le développement du secteur minier, basée sur la valorisation des ressources naturelles, les investissements étrangers dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant, le renforcement de l'industrie de transformation et l'amélioration des infrastructures. Les participants ont également appelé, dans leurs recommandations, à impliquer les PME et le secteur de l'enseignement supérieur dans l'accompagnement de la dynamique du secteur par la formation et l'encadrement, à mettre en place un système national d'informations minières et à élaborer une stratégie d'exportation durable, tout en saluant les progrès réalisés dans la réforme du cadre juridique régissant les activités minières.

ENERGIE

M. Arkab reçoit une délégation du groupe Sarens

Le ministre d'Etat, ministre de l'Energie, des Mines et des Energies renouvelables, Mohamed Arkab, a reçu mardi à Alger, une délégation du groupe "Sarens", conduite par son directeur exécutif, Wim Sarens, avec laquelle il a examiné les opportunités d'investissement dans le secteur énergétique en Algérie, a indiqué un communiqué du ministère. Cette rencontre a été également l'occasion d'examiner les moyens de renforcer la coopération et le partenariat entre le groupe "Sarens" et les entreprises du secteur, notamment les groupes Sonatrach, Sonelgaz et Sonarem, ajoute la même source. A cette occasion, M. Arkab a présenté un exposé global sur les perspectives de développement du secteur, détaillant les grands programmes en cours ainsi que les opportunités d'investissement offertes, dans le cadre des réformes profondes et du nouveau cadre juridique et réglementaire mis en place par l'Etat pour encourager l'investissement et instaurer un climat d'affaires attractif et concurrentiel. Les discussions ont également porté sur les principaux axes de coopération possibles, notamment dans la réalisation de projets liés au développement des infrastructures des hydrocarbures, à la construction d'installations électriques, à la transformation des ressources minières, ainsi qu'à la création de projets dans les domaines des énergies renouvelables et du dessalement de l'eau de mer, détaille le communiqué. Dans ce contexte, M. Arkab a mis en avant les incitations et garanties offertes par la nouvelle loi sur l'investissement au profit des investisseurs nationaux et étrangers. Il a de même souligné l'importance de partenariats de qualité basés sur le transfert de technologies, la création d'emplois et le renforcement du contenu local.

Lors de cette rencontre, il a également été question de moyens permettant au groupe "Sarens" de contribuer aux efforts de transition énergétique nationale, à travers l'adoption de technologies avancées, incluant le stockage d'énergie, l'énergie solaire, ainsi que le développement de projets éoliens, notamment dans les zones côtières (éolien offshore) et les régions intérieures (éolien terrestre), compte tenu des ressources naturelles prometteuses de l'Algérie et de l'expertise et des capacités considérables du groupe dans ce domaine. Pour sa part, M. Sarens a exprimé le grand intérêt que porte le groupe au marché algérien et sa pleine disposition à renforcer sa présence à travers sa filiale "Sarens Algérie", et à mettre à profit son large savoir-faire mondial dans la réalisation de grands projets alignés avec les orientations stratégiques de l'Algérie dans les domaines de l'énergie, des mines et des énergies renouvelables. Il a notamment mis l'accent sur "les solutions de levage lourd, le transport, l'ingénierie, et les services de maintenance de haut niveau que le groupe maîtrise à l'échelle internationale", selon la même source.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 04 جوان 2025
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 04 Juin 2025

Produits	Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة دج / كغ		المنتجات
	معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	62	69	54	البطاطا
	Tomate	88	101	75	الطماطم
	Oignon sec	45	52	37	البصل الجاف
	Ail vert	155	175	136	الثوم الخضراء
	Carotte	90	99	81	الجزر
	Navet	97	108	86	لفت خضار طازجة
	Petit pois	110	126	94	الجبنة
	Fève verte	134	154	114	الفول الاخضر
	Courgette	96	107	85	الكوسة
	Haricot vert	199	219	178	الفاصولياء الخضراء
Laitue	108	122	95	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	434	504	364	التفاح المحلي
	Datte	564	701	428	التمر
	Banane	417	427	407	الموز فواكه طازجة
	Melon	123	142	104	البطيخ الاصفر
Pastèque	88	102	73	البطيخ الاحمر	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1771	1912	1630	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	298	310	285	الدجاج
	(Œufs (Unité)	17	18	16	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	91	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	-0,88	-0,81	8,10	7,14	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL	BDL	1 420,00	1420,00	0,00	0,37	0,98	0,00	-	20627	29 290 340,00
BIOPHARM	BIO	2 500,00	NC	0,00	2,03	6,50	7,50	7,20	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 300,00	2300,00	0,00	0,00	1,33	12,10	5,43	6113	14 059 900,00
EGH EI Aurassi	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-0,52	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	405,00	NC	0,00	0,09	-4,15	2,03	-	0	0,00

ACCORDS ET DE MÉMORANDUMS D'ENTENTE

Le président de la République copréside avec son homologue rwandais la cérémonie de signature

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a coprésidé, mardi, avec son homologue rwandais, M. Paul Kagame, la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant divers domaines de coopération bilatérale.

La cérémonie de signature s'est déroulée au siège de la Présidence de la République, à l'issue des entretiens entre le président de la République et son homologue rwandais, qui effectue une visite officielle de deux jours en Algérie. Dans ce cadre, un mémorandum d'entente a été signé dans le domaine des télécommunications par le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, et la ministre rwandaise des Technologies de l'information et de la communication et de l'Innovation, Mme Paula Ingabire. Les deux ministres ont également procédé à la signature d'un autre mémorandum d'entente relatif à l'entrepreneuriat, à l'innovation et à l'économie numérique. Un mémorandum d'entente dans le domaine de la promotion de l'investissement a aussi été signé par M. Zerrouki et le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, M.

Olivier Nduhungirehe. Un mémorandum d'entente a en outre été signé entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) et l'Autorité rwandaise des médicaments dans le domaine de l'industrie pharmaceutique. Le document a été signé par le ministre de l'Industrie pharmaceutique, M. Ouacim Kouidri, et le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, qui a également signé un autre mémorandum d'entente dans le domaine de la formation professionnelle, avec le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, M. Yacine El Mahdi Oualid. Un accord a, par ailleurs, été signé dans le secteur de la Communication par le ministre de la Communication, M. Mohamed Meziane, et le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. L'Algérie et le Rwanda ont également conclu un accord dans le domaine de

l'agriculture et de l'élevage, signé par le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, M. Youcef Cherfa, et le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. Un autre accord dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, du développement technologique et de l'innovation, ainsi qu'un programme exécutif dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour la période 2026-2029 ont également été signés par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, et le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de la République du Rwanda. De plus, un accord sur les services de transport aérien a été signé par le ministre des Transports, M. Saïd Sayoud, et le ministre rwandais des Affaires étrangères. Un autre accord dans le domaine de la coo-

pération judiciaire en matière commerciale et civile a été signé par le ministre de la Justice, garde des Sceaux, M. Lotfi Boudjema, et le ministre rwandais des Affaires étrangères.

Un mémorandum d'entente dans le domaine de la police a aussi été signé par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, M. Brahim Merad, et le ministre rwandais des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.

Les deux pays ont, par ailleurs, conclu un accord sur l'exemption mutuelle de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service. Le document a été signé par le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, et son homologue rwandais.

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le ministère de l'Environnement présente le plan national d'adaptation

Le ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie a présenté, mardi, le plan national d'adaptation aux changements climatiques, à même de construire un système de planification efficace pour renforcer la résilience de l'Algérie face aux défis environnementaux. La cérémonie de présentation du plan s'est déroulée au Centre international de conférences (CIC) à Alger, en présence de la ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Mme Nadjiba Djilali, du ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, de représentants des secteurs concernés, et de la représentante résidente du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, Natasha Van Rijn. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mme Djilali a souligné que ce plan "traduit une forte volonté politique de protéger le pays et

le citoyen des risques climatiques", ajoutant qu'il se veut un outil décisionnel et de planification stratégique pour l'Algérie permettant la conception de plans d'adaptation locale et sectorielle. Ce plan permettra également de créer un système de suivi et d'évaluation à tous les niveaux, notamment en vue de mesurer l'impact des projets traitant des questions liées au changement climatique et à l'adaptation à l'échelle nationale, a-t-elle poursuivi. Pour sa part, le ministre de l'Hydraulique a affirmé que les changements climatiques et leurs conséquences négatives avaient révélé l'inefficacité des anciens modèles de prévision, lesquels ont montré leurs limites face à ces phénomènes, d'où la nécessité de recourir à de nouveaux modèles actualisés et adaptés aux nouvelles données.

M. Derbal a, à cet égard, indiqué que le plan d'adaptation reposait sur des options durables afin d'assurer l'accès à l'eau, dont le dessalement de l'eau de mer et la réutilisation des eaux usées traitées, outre la garantie du principe d'équilibre régional de l'accès à l'eau. De son côté, Mme Van Rijn s'est félicitée de la coordination gouvernementale notable dans l'élaboration de ce plan, soulignant le soutien apporté par le PNUD à l'échelle mondiale, aux efforts visant à renforcer la protection et la résilience face aux effets des changements climatiques, à garantir un développement durable et à protéger les ressources naturelles. Le Plan national d'adaptation aux changements climatiques est le fruit d'un projet de coopération entre l'Algérie et le PNUD, financé à hauteur de 2,6 millions USD par le Fonds

vert pour le climat. Ce projet vise à traduire les engagements de l'Algérie dans les conventions internationales, notamment la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la Convention sur la diversité biologique (CDB), sous forme de politiques nationales concrètes. A travers ce Plan d'adaptation, le projet tend à renforcer la gouvernance de la planification et la coordination institutionnelle, à produire une base de données pour concevoir des solutions d'adaptation à fort impact, à inciter la participation du secteur privé à l'effort d'adaptation, et à mobiliser des ressources financières pour renforcer la résilience. Parallèlement à la présentation du Plan national d'adaptation aux changements climatiques, une session de formation a été organisée au profit

des journalistes sous le thème : "Communication et climat : le rôle des médias dans la sensibilisation aux enjeux climatiques et les techniques de communication efficace". La session de formation a porté sur le rôle des médias dans la diffusion de la conscience environnementale et climatique et les moyens de vulgariser le discours scientifique et de le présenter au grand public, ainsi que les techniques de communication efficace autour des questions d'adaptation au climat. A ce propos, Mme Djilali a qualifié les médias de "pilier fondamental dans la lutte contre les effets des changements climatiques et dans la formation d'une compréhension collective capable d'orienter la société vers un changement positif et un comportement éco-responsable, à travers l'instauration d'un journalisme climatique spécialisé".

MINISTÈRE DES FINANCES

Le nouveau projet de décret relatif aux marchés publics en phase de finalisation

Le ministre des Finances, Abdelkrim Bouzred a souligné, mardi à l'Assemblée populaire nationale (APN), que le nouveau projet de décret exécutif relatif aux marchés publics était en cours de finalisation, précisant que ce texte confèrera davantage de dynamisme à la gestion de ces marchés. Répondant aux questions des députés dans le cadre du débat sur le projet de loi portant règlement budgétaire pour l'exercice 2022, lors d'une séance plénière présidée par le vice-président de l'APN, El Hadj Cheikh Berbera, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Kaouter Krikou, M. Bouzred a précisé que les services de son département s'attendent actuellement à

l'élaboration de la nouvelle version du décret relatif aux marchés publics qui sera soumis aux services du Premier ministre, indiquant qu'"il est actuellement en phase de finalisation". Ce projet de décret intervient en exécution de la loi N 23-12 définissant les règles générales relatives aux marchés publics, promulguée en août 2023. Il a fait observer que le projet de décret exécutif fixant les modalités d'application des règles générales relatives aux marchés publics a été soumis à une seconde lecture lors de la réunion du gouvernement tenue le 25 février dernier, et qu'il a été décidé de le retirer pour sa reformulation selon une nouvelle approche.

La nouvelle version vise à "simplifier, de manière substantielle, les dispositions du texte, en privilégiant la clarté et l'efficacité opérationnelle, tout en veillant à conférer davantage de dynamisme à la gestion des marchés publics aux services contractants et à renforcer leur responsabilité", a-t-il ajouté. A une question relative aux retards accusés dans le lancement de certains projets, M. Bouzred a appelé à réfléchir à de nouvelles règles tenant compte des délais des procédures administratives et techniques relatives au projet avant son lancement, soulignant la nécessité de créer une plateforme numérique permettant de suivre de près l'état du projet ainsi que le taux d'avancement de ses travaux, de manière

à fournir à tous les intervenants des informations précises et suffisantes. S'agissant de la finance islamique, le premier responsable du secteur a indiqué que, compte tenu des résultats positifs obtenus sur la scène bancaire nationale, une réflexion est actuellement en cours pour la création d'une banque publique spécialisée dans ce type de finance. Concernant le nouveau système d'information des douanes (ALCES), le ministre a souligné que ses résultats sont visibles sur le terrain pour ce qui est de l'accélération du dédouanement, de la levée des marchandises, de l'accès automatisé et instantané aux données, et du recouvrement douanier qui a enregistré une hausse annuelle de plus de 10%.

BORDJ BOU ARRERIDJ

Mise en service d'un centre de commande à distance du réseau électrique

Un centre de commande à distance du réseau électrique a été récemment mis en service dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a indiqué, mardi le directeur local de la société de distribution de l'électricité et du gaz, Ayoub Habbiche. Constituant un "projet stratégique", cet équipement s'inscrit dans le cadre des programmes de développement et de modernisation des services de la société, a-t-il précisé, ajoutant que le centre est équipé des derniers systèmes numériques permettant de surveiller les défaillances du réseau électrique "en temps réel et sans que les équipes techniques n'aient à se déplacer sur le terrain". Ce système permet également le contrôle à distance des composants du réseau, ce qui contribue à réduire le temps d'intervention, permettant aux équipes techniques de traiter "immédiatement" les pannes, selon le même responsable qui a précisé qu'en cas de panne ou d'interruption de courant, "l'alimentation des abonnés peut être immédiatement transférée vers un réseau de secours, jusqu'à l'achèvement des réparations, ce qui garantit la continuité et la qualité du service". Il s'agit-là d'un "bond qualitatif" dans la gestion du réseau électrique, a ajouté M. Habbiche, rappelant que la wilaya de Bordj Bou Arreridj a bénéficié, ces dernières années, de plusieurs projets stratégiques en matière d'énergie électrique, dont d'importants transformateurs dans la commune des Annasser et dans les zones industrielles de Ras El Oued et Bordj Bou Arreridj. Pour rappel, le taux de raccordement au réseau électrique dans cette wilaya a dépassé les 98%, tandis que la couverture du territoire par le réseau du gaz naturel a atteint les 97%.

PORT DE DJEN DJEN À JIJEL

Un groupe de travail pour le suivi des opérations commerciales et des travaux du terminal à conteneurs

Le ministre des Transports, Saïd Sayoud, a ordonné, mardi à Jijel, la formation "d'un groupe de travail pour le suivi des opérations commerciales et des travaux du terminal à conteneurs du port de Djen Djen afin d'identifier les problèmes auxquels se heurte cette infrastructure portuaire".

Le ministre a indiqué, dans une déclaration à la presse en marge d'une visite d'inspection dans ce port, aux côtés du directeur général des Douanes algériennes, le général-major Abdelhafid Bakhouch, que cette visite a permis de "s'enquérir de près des différents problèmes et difficultés auxquels fait face cette importante infrastructure portuaire et de trouver les solutions idoines pour les surmonter". M. Sayoud a ajouté que "des instructions ont été données pour la mise en place d'une équipe chargée du suivi

des différentes opérations commerciales au niveau du port, qu'elles soient liées à l'exportation ou à l'importation, et au traitement des marchandises, après l'enregistrement de plusieurs plaintes par les opérateurs économiques au sujet de la longue durée des opérations de chargement et de déchargement des navires et la lenteur de l'enlèvement des conteneurs, ainsi que le long séjour des navires en rade, augmentant ainsi les coûts malgré l'extension des horaires de travail à 24 heures ainsi que la possibilité de renforcer

les différentes équipes en main d'œuvre au moyen de recrutements". Le ministre des Transports avait auparavant salué les efforts des responsables de l'aéroport Ferhat-Abbas de Jijel qui pilotent différents travaux en cours dans l'environnement de cette infrastructure aéroportuaire, et affirmé que des efforts étaient déployés pour le financement de l'extension de la piste de l'aéroport à 3.000 m pour lui permettre d'accueillir des avions gros porteurs.

PROJET DU CHU À TIZI-OUZOU

Une rallonge financière pour l'indemnisation des expropriés pour utilité publique

Une enveloppe financière supplémentaire destinée à l'indemnisation des propriétaires terriens expropriés pour utilité publique dans le cadre du projet du nouveau Centre hospitalo-universitaire CHU de 500 lits du pôle d'excellence de Oued-Fai, à l'Ouest de Tizi-Ouzou, a été accordée par les pouvoirs publics, a indiqué mardi un communiqué des services de la wilaya. Les propriétaires expropriés seront indemnisés dès la finalisation des procédures administratives liées à l'opération d'ex-

propriation pour utilité publique, dont, notamment, la désignation d'un expert foncier pour les besoins de l'enquête foncière qui doit déterminer les surfaces à exproprier, souligne le communiqué de la wilaya. Les travaux de réalisation de ce projet, d'une capacité de 500 lits et qui s'étend sur une superficie de 18,50 ha, sont en bonne voie, souligne la même source. Pour rappel, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de ce CHU

lors de sa visite dans la wilaya de Tizi-Ouzou en juillet 2024. La réalisation de cette nouvelle structure s'inscrit dans le cadre de la politique des pouvoirs publics visant le renforcement et l'amélioration de la prise en charge médicale au niveau de la wilaya, et aussi, le désengorgement du CHU Nedir Mohamed qui accueille des patients de toutes les wilaya du pays. Comportant une faculté de médecine en son sein, la nouvelle structure sanitaire permettra d'améliorer l'offre de santé publique ainsi que le

développement de la recherche dans différentes spécialités médicales. La réalisation de ce projet d'envergure, doté d'une première enveloppe de 10 milliards DA a été confiée, pour rappel, au groupe Cosider sur décision du Conseil des ministres qui avait donné son aval pour la conclusion d'un marché de gré-à-gré entre le groupe Cosider et le ministère de l'Habitat, représenté par la direction locale des équipements publics.

GUELMA

Production prévisionnelle de 3 millions quintaux de tomate industrielle

Une production de plus de 3 millions quintaux de tomate industrielle est attendue dans la wilaya de Guelma au titre de la saison agricole 2024-2025, apprend-on mardi auprès du directeur des services agricoles. "Ce volume de production prévue a été calculé sur la base de plusieurs facteurs dont la superficie plantée estimée à 3.395 hectares", a précisé à l'APS Rachid Rahmania, en marge d'une rencontre organisée au siège de la

chambre locale de l'agriculture par l'Office national interprofessionnel des légumes et viandes (ONILEV). Cette production attendue au terme de la campagne de récolte qui commence habituellement au début du mois de juin "consolidera la dynamique positive que connaît depuis quelques années cette filière dans la wilaya", selon le même responsable. "Depuis début juin a commencé le pompage des quantités d'eau destinées à l'irrigation des cultures

de tomate depuis le barrage de Bouhamdane de la commune de Hammam Debagh", a précisé le même responsable relevant que "les autorités publiques ont réservé près de 2 millions m3 en plusieurs quotas pour répondre aux besoins des tomaticulteurs en dépit du recul du niveau de ce barrage dont le volume d'eau ne dépasse actuellement pas les 37 millions m3".

BOUMERDES

Signature d'une convention de partenariat entre les secteurs de l'environnement et de la formation professionnelle

Une convention de partenariat a été signée, mardi, entre la direction de l'environnement de la wilaya de Boumerdes, celle de la formation et de l'enseignement professionnels, et un opérateur privé spécialisé dans le recyclage et la valorisation des déchets plastiques. Inscrite dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement (5 juin), la signature de cette convention s'est déroulée en présence de la sous-directrice au ministère de l'Environnement et de la Qualité de vie, Faiza Meziani, du wali de Boumerdes, Fouzia Naâma, ainsi que de représentants de diverses instances administratives et d'associations de la société civile. La conven-

tion a été paraphée par le directeur local de l'environnement, Ali Aiouas, la directrice locale de la formation professionnelle, Saliha Menzou, et le promoteur d'une entreprise spécialisée dans le recyclage de déchets plastiques. "Cette convention vise à renforcer les compétences des stagiaires et à les accompagner dans le développement de leur activité économique et industrielle, grâce à une formation spécialisée assurée par des enseignants et spécialistes du secteur de la formation professionnelle", a indiqué le directeur de l'environnement. L'importance de ce partenariat réside notamment dans l'actualisation des connaissances, mais aussi l'apprentissage de tech-

niques de vente et de commercialisation de produits respectueux de l'environnement, tout en introduisant de nouvelles spécialités liées à la promotion de produits écologiques, a-t-il ajouté. La célébration de la Journée mondiale de l'environnement, placée cette année sous le slogan "Ensemble pour lutter contre la pollution plastique et préserver la biodiversité", a donné lieu à la tenue d'une journée d'étude sur la gestion des déchets. Des spécialistes ont abordé, à l'occasion, divers thèmes axés, entre autres, sur les nouvelles dispositions de la loi 22-05 du 20 février 2025, modifiant et complétant la loi 01-19 relative à la gestion, au contrôle et à l'élimination des déchets,

outre la projection d'une vidéo promotionnelle liée à l'événement. Selon le directeur de l'environnement, cette rencontre scientifique et d'orientation a constitué une opportunité pour renforcer la sensibilisation à l'environnement et inciter les différents acteurs à adopter des approches durables pour faire face à la problématique des déchets, en harmonie avec les nouveaux textes juridiques et les efforts de l'Etat en matière de protection de l'environnement. Des décisions d'autorisation d'exploitation et des décisions d'accord préalable ont été remises, à l'occasion, à 13 établissements classés actifs dans divers secteurs industriels et économiques dans la wilaya.

L'UE face à l'arrêt du gaz russe en 2027

Le déroulement du conflit russo-ukrainien sur plusieurs années rebat les cartes géo-économiques en Europe. L'UE s'est engagée dans un virage décisif : la fin des importations de gaz russe d'ici 2027. Ce choix stratégique redéfinit en profondeur les priorités industrielles, technologiques et climatiques du continent.

Par Gérard Vespierre,
analyste géopolitique (*)

Après l'arrêt des achats de pétrole à la Russie, l'Union européenne a décidé, le 6 mai, le même virage stratégique avec le gaz russe, pour 2027. Ce choix augmente certes la pression sur l'économie russe, mais impose aussi un substantiel défi aux Européens. Vers quelles autres sources s'orienter ? Comment faire évoluer notre mix-énergétique ? Comment les nouvelles technologies, dont l'IA, peuvent contribuer ? De nombreux challenges à résoudre en un court laps de temps.

La décision russe d'envahir l'Ukraine a non seulement fait revenir le traumatisme de la guerre sur le sol européen, mais redessine, et certainement pour le temps long, les flux énergétiques européens. La politique de sanctions élaborée par l'Union européenne s'est déroulée par étapes au cours des 3 dernières années, et sur deux volets différents, des sanctions proprement dites sur les flux économiques et monétaires, et la suppression progressives des approvisionnements énergétiques.

Un resserrement progressif

La recomposition de la stratégie d'importation énergétique de l'Union européenne a été amorcée, après l'invasion de l'Ukraine, dans le cadre du plan RePowerEU dès mai 2022. Ce plan cadre, 3 mois seulement après le début du conflit, définissait les différents objectifs visant à réduire la dépendance de l'Union aux combustibles fossiles russes. Quatre axes avaient été définis :

- Encourager la réduction de la consommation énergétique, en visant des secteurs-clés
- Diversifier les sources d'approvisionnement, en sécurisant des sources alternatives au pétrole, charbon et gaz russe, et en développant un marché européen de l'hydrogène
- Accélérer une transition vers une éner-

gie propre, par un investissement massif dans les renouvelables, et les infrastructures de gaz naturel liquéfié - Sécuriser les approvisionnements entre États membres afin d'éviter les pénuries

Le schéma stratégique de 2022 présentait déjà l'objectif d'arrêter l'approvisionnement en gaz russe, avec 2027 comme date butoir. Les décisions récentes se situent donc dans le déroulement du plan initial. Dans le cadre de cet arrêt, l'exécutif européen propose d'agir en deux temps : interdiction des nouveaux contrats et des contrats courts (spot) existants avec les entreprises russes, fin 2025, puis extinction de l'ensemble des importations de gaz, en contrat à long terme, deux ans plus tard.

Toutefois les entreprises européennes pourraient invoquer des clauses de « force majeure » pour dénoncer les contrats sans être sanctionnée. Il reste à savoir si cette option offre toute garantie.

La Commission européenne prévoit de présenter dès le mois de juin, une législation encadrant l'ensemble de ce processus. Cette feuille de route va être soumise aux États membres et au Parlement européen. Les discussions s'annoncent sensibles sur fond de craintes d'un amorçage de dynamique haussière des prix.

Les orientations de substitution

Le désengagement européen des approvisionnements russes représente un réel challenge stratégique, surtout dans le cadre d'un calendrier serré. La mise en place de solutions devrait s'articuler autour de 3 axes principaux.

Il s'agit premièrement de s'appuyer sur la diversification des sources d'approvisionnement. Les États et les opérateurs doivent rapidement renforcer leurs importations de Gaz Naturel Liquéfié (GNL) en provenance d'autres pays producteurs, comme la Norvège, l'Algérie, le Qatar, le Canada, et les États-Unis.

L'UE avait évoqué, il y a plusieurs mois, la possibilité d'augmenter encore les importations de GNL américain. Mais les tensions commerciales, récentes, avec les États-Unis, brouillent pour le moment

cette carte.

Une deuxième orientation consiste à accélérer le développement des énergies renouvelables, l'éolien et le solaire, ce qui permet d'accroître la production d'hydrogène vert.

En troisième lieu, il s'agit d'accroître l'efficacité énergétique, à travers l'optimisation des infrastructures. Dans un tel schéma, l'apport technologique de l'IA devrait offrir des gains que les technologies classiques ne permettent pas d'atteindre.

À travers ces 3 orientations, il est impératif que Les États membres de l'Union européenne préparent, dès cette année, des plans nationaux détaillant la manière dont ils prévoient de sortir de l'usage des combustibles russes, dans les 30 mois à venir.

La dynamique de changement

La part des importations de gaz russe dans les pays de l'Union européenne est passée de 45 % en 2021 à 19 % en 2024, traduisant ainsi dans la réalité, les choix politiques. Mais si les pays de « UE ont réduit de plus de 50 % leurs approvisionnements par gazoducs, ils se sont en partie tournés vers le Gaz Naturel Liquéfié (GNL)

En 2024 La Russie occupe une place centrale avec 20 % des importations en GNL de l'UE, soit 20 milliards de mètres cubes, derrière les États-Unis (45 %). De nouveaux développements technologiques à travers l'IA vont contribuer à apporter des réponses à cette situation.

À cet égard, la société italienne ENI a décidé un investissement de 100 millions d'euros dans l'acquisition d'un super-computer afin de disposer, en interne, des ressources technologiques requises par l'intelligence artificielle. En dehors de l'amélioration des process industriels, des progrès importants sont attendus dans la technologie des matériaux pour le captage et le stockage du CO2.

Tous les acteurs de l'industrie gazière mondiale sont concentrés sur l'impact de l'AI dans leur domaine. Ils se réuniront d'ailleurs prochainement, et en Europe, ce qui n'est probablement pas un hasard.

Les opportunités d'une rencontre mondiale

L'événement mondial annuel de la profession, Gastech, réunissant exposition et conférences, se déroulera justement en Europe, à Milan, du 10 au 15 septembre. Gastech 2025 sera le plus grand événement autour du gaz naturel, du GNL, de l'Hydrogène, des technologies du climat. Il sera marqué par l'impact de l'IA dans ces secteurs. Plus de 50 000 personnes sont en effet attendues, 1000 exposants et autant d'intervenants, dont Patrick Pouyanné président de TotalEnergies, qui considère l'apport de l'IA comme une révolution.

L'innovation sera mise en avant autour de 3 thématiques, l'accélération de la décarbonation, optimisation de la transformation de l'énergie, et l'élargissement du développement de l'hydrogène. On peut à cet égard citer la réalisation en cours entre RWE et TotalEnergies à la raffinerie de Leuna en Allemagne, qui vise à supprimer l'émission de 300 000 tonnes de CO2 grâce à l'utilisation d'hydrogène vert. Les applications de l'intelligence artificielle auront donc toute leur place, à travers l'optimisation de l'efficacité énergétique, mais aussi à travers les besoins énergétiques des data centers.

Pendant toute la durée de cet événement seront donc débattus tous les développements technologiques permettant à l'Europe de se diriger vers une transformation de ses besoins énergétiques gaziers

L'arrêt d'importation du gaz russe s'intègre au schéma stratégique global RePowerEU. Ce dernier s'inscrit lui-même dans la stratégie plus large du Pacte vert européen, visant la neutralité climatique d'ici 2050. La mise en œuvre de ce plan global repose sur un calendrier très offensif, requérant la mobilisation de toute l'industrie gazière internationale, et de ses partenaires, privés et publics.

(*) diplômé de l'ISC Paris, Maîtrise de gestion, DEA de Finances Dauphine PSL, Fondateur du média web : www.le-monde-decrypte.com Chroniqueur géopolitique sur [IdFM 98.0](https://www.idfm.fr)

Source: [La Tribune.fr](http://LaTribune.fr) -3/06/2025

En Chine, les villes stimulent le secteur de la tech à coups de subventions

Les pouvoirs locaux en Chine se sont lancés dans une course pour héberger les prochaines pépites de la tech. Dernière venue : la ville de Zhuhai, tête de pont du capitalisme à la chinoise, dans le sud-est du pays, qui a débloqué plus de 60 millions d'euros à cet effet.

On la décrit souvent comme la « petite sœur » de Shenzhen. Comme cette dernière, Zhuhai n'était qu'un petit village de pêcheurs au début des années 1980, avant d'être propulsé comme tête de gondole de la Chine ouverte au commerce mondial. Et aux innovations en tous genres, explique le South China Morning Post (SCMP), qui annonce la

création du nouveau parc industriel et technologique de Zhuhai.

Il s'agit, poursuit le quotidien de Hong Kong, d'un projet d'incubation de jeunes entreprises lancé « dans le cadre d'un programme ambitieux visant à stimuler ses secteurs de l'intelligence artificielle (IA) et de la robotique, après que les succès de DeepSeek [à la pointe dans l'IA générative] et d'Unitree [pionnier de la robotique humanoïde] ont déclenché une course nationale pour former les prochaines entreprises dominantes dans le secteur des technologies ».

À la clé, la municipalité de Zhuhai a débloqué des subventions sous forme de « bons de puissance de calcul » d'un mon-

tant total de 500 millions de yuans (61 millions d'euros).

Un nouveau pôle mondial ?

Un moyen de centrer l'activité de ce parc technologique sur les secteurs qui s'appuient directement sur des grands modèles algorithmiques – chaque entreprise éligible sera remboursée de la moitié de ses dépenses en puissance de calcul, plafonnées à 10 millions de yuans (1,2 million d'euros).

Le plan d'investissement de Zhuhai, ajoute le SCMP, s'inscrit dans le cadre d'une initiative plus vaste de la province du Guangdong visant à s'imposer

comme un pôle mondial de l'IA et de la robotique. D'ailleurs, la semaine dernière, la ville de Shenzhen, la « grande sœur », elle aussi située dans le Guangdong, a dévoilé deux fonds d'investissement dotés au total de 7 milliards de yuans (environ 860 millions d'euros) pour soutenir les jeunes pousses dans la robotique et les appareils connectés dits « intelligents ».

Partout en Chine, conclut le quotidien, « d'autres gouvernements locaux poursuivent des initiatives similaires pour promouvoir leurs initiatives de développement de l'IA et de la robotique ». La course ne fait que commencer.

Courrier international

QATAR

Déficit budgétaire de 145,3 millions de dollars au premier trimestre 2025

Le Qatar a enregistré un déficit budgétaire de 529 millions de riyals (environ 145,32 millions de dollars) au premier trimestre 2025, contre un excédent de 2 milliards de riyals (549,45 millions de dollars) à la même période de l'année précédente, a annoncé mardi le ministère des Finances. Ce déficit a été comblé par le recours à des instruments de dette, a précisé le ministère, en indiquant que le prix moyen du baril de pétrole s'est établi à 74,9 dollars. Les recettes ont totalisé 49,41 milliards de riyals au premier trimestre, soit une baisse de 7,52 % par rapport au même trimestre de 2024, tandis que les dépenses ont atteint 49,94 milliards de riyals. Le ministère a précisé que les dépenses publiques ont reculé d'environ 2,8 %. Les revenus non pétroliers ont représenté 6,9 milliards de riyals, a également fait savoir le ministère. Au quatrième trimestre de l'année dernière, le Qatar avait enregistré un excédent budgétaire de 930 millions de riyals, alors que le prix moyen du baril de pétrole avoisinait 73,9 dollars.

MAURITANIE

La Chine veut financer un entrepôt alimentaire de 30 000 tonnes

Le 28 mai 2025, à Nouakchott, la Mauritanie et la Chine ont signé une convention de financement pour la construction d'un entrepôt moderne de stockage alimentaire d'une capacité de 30 000 tonnes. Selon les informations relayées par l'Agence mauritanienne d'information (AMI), l'accord a été paraphé par Kodoro Moussa Anknor, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget, et Tang Zhongdong, ambassadeur de Chine dans le pays. D'après les autorités, ce projet destiné au Commissariat à la Sécurité Alimentaire, vise à renforcer la sécurité alimentaire du pays, améliorer la réponse aux crises et soutenir la souveraineté alimentaire nationale.

EGYPTE

Nouveau terrain favorable pour le blé français en Afrique du Nord ?

L'Égypte est l'un des plus grands importateurs de blé au monde. Sur ce marché, plusieurs fournisseurs se bousculent pour tirer profit de la demande croissante pour la céréale.

En Afrique du Nord, l'horizon s'éclaircit pour le blé français. D'après les sources commerciales citées par Reuters, l'acheteur public de céréales Mostakbal Misr a validé en avril dernier l'acquisition d'un volume total de 180 000 tonnes en provenance de l'Hexagone. Ce stock sera divisé en 3 cargaisons de 60 000 tonnes dont les prix sont compris entre 246 et 256 \$ la tonne. Pour la nouvelle entité qui a remplacé l'acheteur public historique en décembre dernier, cet achat pourrait marquer un retour en grâce des négociants internationaux. Déroutés par le remplacement de la GASC (organisme chargé des approvisionnements depuis 1968), plusieurs fournisseurs s'étaient montrés hésitants face à cette nouvelle organisation opérant sous la supervision de l'armée de l'air, qui s'appuie désormais sur les importateurs locaux en lieu et place du processus habituel du lancement des appels d'offres.

Un coup de pouce pour le blé français, mais...

Si le volume des achats reste relativement modeste, il s'agit d'un stock déjà supérieur aux 120 000 tonnes importées par la GASC entre juillet et décembre derniers. D'après les analystes, cette situation pourrait redonner un peu de répit aux exportateurs tricolores boudés en Algérie sur fond de tensions diplomatiques et soumis à une rude concurrence de la part de la Russie au Maroc. Sur la période allant de 2019/2020 à 2023/2024, les données de l'USDA indiquent que l'Hexagone a été le 4e exportateur vers le pays des pharaons derrière la Russie, la Roumanie et l'Ukraine avec 2,5 millions de tonnes expédiées vers cette destination. Selon des sources rapportées par Reuters, la baisse des prix français conjuguée à la hausse des prix en mer Noire crée une fenêtre favorable pour les exportateurs français durant cette saison dans le pays des

pharaons. Pour autant, certains analystes indiquent que les cartes ne sont pas pour autant rebattues sur le marché. Et pour cause, parallèlement à la France, d'autres fournisseurs de la région de la mer Noire comme la Bulgarie et la Roumanie gagnent du terrain en Égypte, avec des cargaisons déjà envoyées cette année et des discussions pour des livraisons supplémentaires. Par ailleurs, en Égypte, c'est désormais le secteur privé qui tire la dynamique des achats sur le marché. Selon l'USDA, ceux-ci ont compté pour 51,6 % des importations totales en 2023/2024 avec l'augmentation de la demande en matières premières de l'industrie de la minoterie qui réexporte la farine vers d'autres pays d'Afrique et du Moyen-Orient. Avec la montée en puissance de la Mostakbal Misr qui prendra encore du temps, les observateurs soulignent que le secteur privé pourrait encore augmenter ses parts de marchés avec une préférence marquée pour le blé russe.

LIBAN

La dollarisation, solution d'urgence ou piège à long terme ?

La dollarisation galopante de l'économie libanaise aggrave de façon spectaculaire les inégalités sociales. Si le dollar stabilise partiellement certaines transactions, il consacre surtout une fracture béante entre les Libanais qui disposent d'un accès aux devises fortes et ceux qui dépendent exclusivement de leurs revenus en livres libanaises. En avril 2025, la livre libanaise se négocie autour de 89 700 livres pour un dollar sur le marché parallèle, un taux bien loin des 1 507,5 livres maintenus pendant plus de deux décennies par la Banque du Liban. Ce taux réel s'impose dans toutes les transactions quotidiennes, officialisant de fait la marginalisation de la monnaie nationale dans l'économie du pays. Pour les ménages dont les revenus sont restés libellés en livres, la dégringolade du

pouvoir d'achat est brutale. Selon les données publiées par la Banque mondiale en mars 2025, plus de 82 % des Libanais vivent désormais sous le seuil de pauvreté monétaire, avec des revenus insuffisants pour couvrir les besoins de base. La flambée des prix est généralisée. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a indiqué en mars 2025 que le prix moyen d'un panier alimentaire de base a été multiplié par près de 20 depuis le début de la crise en 2019. Le coût du litre d'essence, par exemple, oscille autour de 70 000 livres, alors que les salaires en livres sont restés largement figés. Ce décalage accentue la précarité des classes moyennes et populaires, tandis qu'une minorité dotée de revenus en devises conserve un niveau de

vie nettement supérieur. Les transferts de la diaspora, estimés à plus de 6,4 milliards de dollars en 2024 selon la Banque mondiale, offrent un soutien vital à de nombreuses familles, mais creusent aussi les écarts entre ceux qui peuvent en bénéficier et les autres. La dollarisation a également des effets déléteurs sur l'accès aux services essentiels. Le secteur de la santé, par exemple, voit ses coûts exploser en raison de la dépendance aux importations payées en devises. Le syndicat des hôpitaux privés du Liban a signalé en avril 2025 que près de 60 % des patients retardent ou renoncent à des soins faute de pouvoir régler les frais exigés en dollars « frais ». Dans le domaine du logement, la pression est tout aussi forte. Les loyers dans les grandes villes sont désormais sys-

tématiquement indexés sur le dollar, excluant les ménages payés en livres du marché locatif traditionnel. Cette tendance provoque une augmentation significative de l'habitat informel et de la sur-occupation des logements existants. Cette polarisation économique se traduit aussi sur le marché de l'emploi. Les employeurs privilégient les salariés capables d'opérer en devises, et les jeunes diplômés cherchent massivement à s'expatrier pour échapper à la spirale dévalorisante de la livre libanaise. Selon le ministère du Travail, plus de 250 000 jeunes qualifiés ont quitté le pays entre 2019 et 2025. La dollarisation, loin d'être un mécanisme neutre, accentue ainsi toutes les lignes de fracture existantes dans la société libanaise.

TUNISIE

Le mildiou menace la récolte de tomate industrielle en 2025

La Tunisie est le deuxième producteur africain de tomate d'industrie après l'Algérie. En 2025, la filière est confrontée à une épidémie qui pourrait affecter sa productivité. En Tunisie, la production de tomate industrielle est attendue à 850 000 tonnes en 2025. C'est ce que révèlent les dernières projections formulées par le Conseil mondial de la tomate d'industrie (WPTC), publiées le 30 mai dernier. Cette prévision, si elle se réalise, signifierait une baisse de 15 % par rapport à la récolte de 1 million de tonnes réalisée un an plus tôt. Pour expliquer cette ré-

gression, l'organisation internationale évoque l'apparition d'épisodes localisés de maladies fongiques qui ont été difficilement maîtrisés dans certaines zones de production. « Les précipitations récentes ont provoqué un engorgement des sols, perturbant le calendrier des traitements », ajoute le WPTC. Bien que l'organisation n'ait pas précisé la nature exacte de la maladie fongique en cause, les derniers développements dans le secteur suggèrent fortement qu'il s'agit du mildiou de la tomate. Provoquée par le champignon *Phytophthora infestans*, cette pathologie peut dé-

truire jusqu'à 100 % des récoltes en quelques jours si elle n'est pas détectée et traitée à temps. Elle se manifeste notamment par l'apparition de taches brunes sur les feuilles, les tiges et les fruits, qui finissent par pourrir. Dans des propos rapportés par l'agence Tunis Afrique presse (TAP) le 1er juin, Mohamed Ben Hassan, secrétaire général de la Fédération régionale de producteurs de tomates à Nabeul, a révélé que dans la région, la propagation du mildiou a occasionné des dégâts allant de 20 à 70 % des récoltes, ce qui s'est traduit par une baisse de 33 % des rendements à 40

tonnes par hectare. En conséquence, la principale région de production de tomate en Tunisie anticipe une baisse de 40 % de la production du légume à 240 000 tonnes au terme de la saison en cours. Il faut rappeler que la tomate est le cinquième produit agricole d'exportation en Tunisie après l'huile d'olive, la datte, les produits halieutiques et les autres huiles comestibles. En 2024, les exportations tunisiennes de la denrée ont généré près de 246 millions de dinars (83,4 millions \$) de recettes, d'après les données compilées par l'Observatoire national de l'Agriculture (Onagri).

RAPPORT

Les pays africains contribuent peu à l'opacité financière mondiale

Chaque année, l'Afrique perd des centaines de milliards de dollars à cause de pratiques financières opaques dont elle est peu responsable. C'est ce que révèle la nouvelle édition de l'Indice d'opacité financière mondiale, qui montre que les grandes puissances économiques hébergent les principales zones grises du système.

L'ONG britannique Tax Justice Network a publié, le 3 juin 2025, son nouvel Indice d'opacité financière, qui compare 141 pays selon leur implication dans l'opacité du système financier mondial. Contrairement aux classements qui montrent à quel point un pays est corrompu ou mal gouverné, cet indice évalue d'une part à quel point il est facile d'y faire des transactions financières cachées (comme dissimuler des revenus ou échapper à l'impôt), et d'autre part quelle est l'ampleur des services financiers proposés par le pays et utilisés dans ce type de pratiques. Le Botswana est salué pour ses efforts : il est classé premier en Afrique et 11^e au niveau mondial. Cela signifie qu'il limite fortement les possibilités d'abus financiers, tout en ayant un secteur financier actif et peu favorable aux opérations douteuses. Dans ce contexte, le Ghana est le meilleur pays africain en termes de lois et structures limitant l'opacité financière globale, mais le volume des services financiers (1,34 milliard \$) qu'il a offerts à l'international sur la période analysée lui fait occuper seulement le 8^e rang des pays africains qui contribuent le moins à l'opacité financière mondiale, et le 10^e rang sur les 141 pays analysés. À l'inverse, l'Algérie est la moins bien notée parmi les pays africains. Ses services financiers sont plus modestes que ceux du Ghana

(336,5 millions \$), mais elle manque de mécanismes efficaces pour garantir la transparence. Elle arrive ainsi au 33^e rang mondial. De manière générale, les pays africains jouent un rôle limité dans l'opacité financière mondiale. Le gros du problème vient plutôt des grandes puissances économiques. De manière générale, les pays africains jouent un rôle limité dans l'opacité financière mondiale. Le gros du problème vient plutôt des grandes puissances économiques. Les États-Unis, le Royaume-Uni, le Luxembourg, Singapour et l'Allemagne sont en tête des pays qui facilitent le plus les flux financiers opaques. Suivent notamment la Suisse, Hong-Kong, la France et l'Irlande du Nord. Lors des réunions annuelles de la BAD, Kevin Chika Urama, économiste en chef de l'institution, a rappelé l'ampleur des pertes subies par l'Afrique à cause de ces pratiques : jusqu'à 513 milliards \$ chaque année, envolés dans des circuits financiers opaques. L'Union européenne a renforcé la transparence à l'intérieur de ses propres frontières, mais se montre moins stricte lorsqu'il s'agit d'empêcher que les capitaux illicites issus d'autres régions du monde, ne viennent se loger dans ses banques. « Les règles sont appliquées à domicile, mais contournées à l'étranger. Les pays de l'UE répriment la fraude fiscale chez eux

tout en fermant les yeux lorsqu'elle vient d'ailleurs », déplore Moran Hariri, directrice adjointe de Tax Justice Network. L'indice critique fortement les États-Unis, en particulier sous l'administration Trump, accusée d'avoir bloqué les réformes visant à instaurer une coopération fiscale mondiale plus juste. « La démocratie américaine est capturée par les milliardaires, les fraudeurs fiscaux et les blanchisseurs d'argent. Le gouvernement a même affaibli volontairement le fisc (IRS), qui ne peut plus faire respecter la loi face aux plus grandes entreprises », affirme Alex Cobham, directeur de Tax Justice Network. L'Indice d'opacité financière, mis à jour tous les deux ans, classe les pays et territoires selon leur contribution à l'opacité financière mondiale. Il repose sur 20 indicateurs répartis en quatre grands domaines :
- L'enregistrement des actifs et de leurs propriétaires,
- La transparence des entreprises,
- La régulation fiscale et financière,
- La coopération avec les normes internationales. En mettant en lumière les zones grises du système financier mondial, cet indice vise à encourager les réformes et à protéger les pays vulnérables, notamment en Afrique, contre la fuite massive de leurs ressources.

E-DÉCHETS EN AFRIQUE

Une crise écologique qui cache des opportunités économiques

Le développement d'Internet et la numérisation accélérée de l'Afrique ont boosté la demande en produits électroniques. Cependant, la gestion de la fin de vie de ces équipements, dont le nombre ne cesse de croître, expose davantage le continent à l'un des effets pervers de la transformation numérique : la prolifération des e-déchets. Trouver une solution pérenne à ce défi devient urgent. L'Afrique est confrontée à un défi environnemental et sanitaire majeur : la gestion des déchets électroniques, ou e-déchets. Cette menace croissante, souvent ignorée du grand public, met en danger non seulement la santé des populations, mais aussi les écosystèmes du continent. Pourtant, bien encadrée, elle pourrait devenir une opportunité économique et industrielle majeure, indique le Centre africain pour la transformation économique (ACET), dans son étude « Towards a Circular Economy : E-waste Management in Africa » publiée en avril 2025.

RÉUSSITE DE LA ZLECAF

Des experts soulignent l'urgence d'une architecture financière continentale

Pour réussir la ZLECAF, l'Afrique doit bâtir une architecture financière continentale intégrée, incluant banque centrale, fonds monétaire et bourse. Les PME, moteur de l'économie réelle, restent mal desservies par les financements existants. Des initiatives comme le PAPSS visent à fluidifier la circulation des capitaux. Reste à étendre leur adoption. Une finance qui fonctionne pour l'Afrique est indispensable pour réussir le marché unique que les dirigeants du continent construisent autour de la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF), ont reconnu plusieurs experts participant à des échanges organisés par Making Finance Work for Africa (MFW4A) en marge des assemblées annuelles du groupe de la Banque africaine de développement, qui se déroulent jusqu'au 30 mai prochain à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Pour le Docteur Patrick Ndzana Olomo, économiste camerounais et chef de division des politiques économiques et du développement durable au sein de la Commission de l'Union Africaine, le marché unique régional a besoin d'une « vision financière souveraine, structurée et ancrée dans les besoins réels du continent ». Il a estimé, de ce point de vue, qu'il est plus qu'urgent de compléter l'architecture financière africaine avec une banque centrale, un fonds monétaire, une banque de financement de l'investissement et un marché financier (bourse) au niveau continental. « Il est plus qu'urgent de compléter l'architecture financière africaine avec une banque centrale, un fonds monétaire,

une banque de financement de l'investissement et un marché financier (bourse) au niveau continental. » Ces différentes questions, discutées au niveau de l'Union Africaine, surviennent en parallèle d'une économie réelle qui repose essentiellement sur un réseau de très petites, petites et moyennes entreprises (TPME et PME), avec divers degrés de formalisation, qui sont celles ayant le plus besoin de financement. Selon des études et conclusions concordantes, les TPME et PME, formelles ou non, contribuent jusqu'à 60 % des richesses supplémentaires créées par les économies du continent et offrent 90 % des emplois, constituant ainsi un vecteur de consommation, d'épargne et de petits investissements privés. Ces PME sont également actives depuis très longtemps dans le commerce régional, à travers des corridors historiques qui les relient, par exemple, de Dakar (Sénégal) à Bamako (Mali), de Ouagadougou (Burkina Faso) à Cotonou (Bénin), ou encore de Lagos (Nigeria) à Douala (Cameroun). À cela s'ajoute un marché unique des produits alimentaires bâti autour des Grands Lacs, impliquant des pays comme la République Démocratique du Congo (RDC), la Zambie, la Tanzanie, le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et, dans une certaine mesure, l'Angola. Et pourtant, les solutions formelles de financement pour ces types d'acteurs économiques sont rares. Lors des échanges, la Banque Africaine de Développement a évoqué les différentes solutions qu'elle met en œuvre pour accompagner l'intégration des

marchés africains, citant le soutien à la création de la Banque Africaine de Financement de l'Import-Export (Afreximbank), l'accompagnement de nouvelles banques régionales, comme celle d'Afrique de l'Est, et l'ATIDI, une institution de couverture des risques commerciaux dans la région. Cependant, ces mécanismes restent difficilement applicables aux unités économiques africaines, qui demeurent relativement modestes. Une solution évoquée a été celle des banques commerciales qui, grâce à des fonds de garantie ou des apports en fonds propres d'institutions de financement du développement, ont permis de soutenir des réseaux de PME, notamment celles actives dans les fin-techs ou gérées par des femmes. Toutefois la durabilité de telles initiatives reste incertaine. Les secteurs bancaires des pays africains demeurent très fragmentés en raison des objectifs de régulation qui diffèrent. Cette situation a été reconnue par le Dr Djoulassi Koukou Oloufadi, secrétaire exécutif de l'Association des Banques Centrales d'Afrique (ABCA). Selon lui, il reste difficile d'harmoniser les objectifs de politiques monétaires des banques centrales africaines, qui doivent répondre à des problématiques variées : certaines ciblent une réduction de l'inflation, d'autres assurent la stabilité de la monnaie, tandis que d'autres doivent faire face à ces deux défis simultanément. Au cours des échanges, il est ressorti que des discussions sont en cours entre l'Union Africaine et les banquiers centraux africains pour parvenir à des options pertinentes. Ce-

pendant, l'Afrique reste marquée par la faible liquidité de ses économies et par la réticence des banques centrales à autoriser des créations monétaires massives, comme cela a été le cas avec la politique d'assouplissement quantitatif aux États-Unis, qui a soutenu l'essor du capital-risque et conduit à des afflux de capitaux en Afrique. Les participants à cet événement parallèle se sont finalement accordés sur le fait qu'une mesure plus simple et évidente serait de créer un mécanisme de libre circulation des capitaux en Afrique, abordable et adopté par une large gamme d'acteurs économiques. Le Système Panafricain de Paiement et de Règlement (PAPSS), en cours de déploiement, pourrait déjà permettre une circulation plus fluide et moins coûteuse des capitaux au sein de la région. Les participants se sont finalement accordés sur le fait qu'une mesure plus simple et évidente serait de créer un mécanisme de libre circulation des capitaux en Afrique, abordable et adopté par une large gamme d'acteurs économiques. Dans ce contexte, les excédents de liquidités d'un pays pourraient être recyclés dans un autre pays, sans exercer de pression sur les réserves de change. Selon John Bosco Sebabi, directeur exécutif adjoint de cette institution, le processus de mise en œuvre se poursuit. Des mises en œuvre pilotes ont été réalisées avec succès dans des régions comme la CEDEAO, où coexistent plusieurs monnaies. L'objectif à terme est de proposer une solution offrant des coûts de change réduits.

RASSURÉES PAR DES DONNÉES SUR L'EMPLOI US

Les Bourses en territoire positif

Les marchés boursiers mondiaux ont avancé mardi, parvenant à s'extraire des inquiétudes quant à la guerre commerciale lancée par Trump, et profitant de premières données sur l'emploi aux Etats-Unis jugées rassurantes. A New York, le Dow Jones a avancé de 0,51%, l'indice Nasdaq a pris 0,81% et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,58%.

En Europe, la Bourse de Paris a terminé en hausse de 0,34%, Londres de 0,15%, Francfort de 0,67% et Milan de 0,23%. A Zurich, le SMI a pris 0,34%. "Les investisseurs ont le sentiment que le marché peut aller plus haut" et "s'attendent à ce qu'un accord commercial soit conclu" entre la Chine et les Etats-Unis malgré le regain de tensions entre les deux puissances économiques des derniers jours, estime auprès de l'AFP Adam Sarhan, de 50 Park Investments. La Maison Blanche a indiqué lundi que les présidents américain Donald Trump et chinois Xi Jinping se parleraient "probablement" cette semaine, des propos que Pékin n'a toutefois pas corroborés, dans un contexte de tensions commerciales plus vives que jamais. L'absence de baisse importante sur les marchés boursiers montre qu'il "est très clair que le marché accorde à Trump et à l'économie le bénéfice du doute", estime Adam Sarhan. La publication mardi du rapport JOLTS du ministère américain du Travail, qui a mis en évidence une hausse surprise du nombre d'offres d'emplois au mois d'avril, a conforté les investisseurs dans cette dynamique. "C'est un bon signal pour le marché" qui montre que "l'économie américaine se porte bien", commente Mabrouk Chetouane, responsable de la stratégie de marché de Natixis IM. C'est surtout le rapport sur l'emploi non agricole qui doit être publié vendredi "qui sera déterminant pour connaître l'état de santé du marché du travail américain et, par voie de conséquence, la feuille de route qu'adoptera la banque centrale américaine (Fed)", a-t-il poursuivi. Les données sur l'emploi sont scrutées par le marché depuis que le président

de la Fed, Jerome Powell, a admis que l'institution monétaire pourrait se retrouver face à un "défi" si le chômage augmente en même temps que l'inflation. La prochaine réunion de son comité de politique monétaire (FOMC) doit se tenir les 17 et 18 juin prochains et les analystes prévoient un nouveau maintien des taux à leur niveau actuel, dans une fourchette comprise entre 4,25% et 4,50%, selon l'indice de suivi de CME, FedWatch.

Dollar General décolle

La chaîne de magasins d'articles à bas prix Dollar General s'est envolée (+15,85% à 112,57 dollars), portée par des résultats supérieurs aux attentes, et à des prévisions annuelles revues à la hausse. L'application de rencontres Bumble a reculé de 6,45% à 5,37 dollars en raison d'un abaissement de la recommandation d'achat des analystes de JPMorgan, qui soulignent que l'entreprise peine à résister à ses concurrents.

Nvidia reprend la première place

Le géant des semi-conducteurs Nvidia (+2,80% à 141,22 dollars à New York) a profité de l'enthousiasme général sur les marchés et a repris la place de première capitalisation mondiale à Microsoft (+0,22% à 462,97 dollars). L'entreprise avait perdu la première place du podium en février en raison du coup d'éclat de DeepSeek, une start-up chinoise qui a dévoilé une interface d'IA générative qu'elle assure avoir développée sans les puces ultrasophistiquées de Nvidia.

L'euro en baisse

Sur le marché des changes, l'euro reculait de 0,59% par rapport au dollar vers 20H50 GMT, à 1,1374 dollar pour un euro. Les investisseurs attendent la réunion de politique générale de la Banque centrale européenne (BCE) jeudi et sont confiants quant à une prochaine baisse des taux d'intérêt de l'institution monétaire après un net ralentissement de l'inflation en mai dans la zone euro. Le rendement de l'emprunt à dix ans allemand, référence en Europe, attei-

gnait 2,52%, stable par rapport à la veille en clôture. Les cours du pétrole ont encore grimpé, portés par les inquiétudes autour de la production canadienne de brut en raison des feux de forêt dans le pays, ainsi que par l'enlisement des négociations entre les Etats-Unis et l'Iran. Le prix du baril de WTI américain a avancé de 1,42% à 63,41 dollars et celui du Brent de la mer du Nord a pris 1,55% à 65,63 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

 BANK OF ALGERIA COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN Cours du : 04 Juin 2025 Valeur : 06 Juin 2025				
BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR 	131.6111	131.6261
1	EUR	EURO 	149.7866	149.8300
1	GBP	POUND STERLING 	178.1417	178.1861
100	JPY	JAPANESE YEN 	91.4283	91.4451
1	CNY	CHINESE YUAN 	18.3075	18.3106
1	CHF	SWISS FRANC 	159.9163	159.9539
1	CAD	CANADIAN DOLLAR 	95.9684	95.9864
1	DKK	DANISH KRONE 	20.1047	20.1082
1	SEK	SWEDISH KRONA 	13.7211	13.7275
1	NOK	NORWEGIAN KRONE 	13.0161	13.0225
1	AED	UAE DIRHAM 	35.8291	35.8410
1	SAR	SAUDI RIYAL 	35.0888	35.0947
1	KWD	KUWAITI DINAR 	429.2599	429.4489
1	TND	TUNISIAN DINAR 	43.9310	44.3725
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM 	14.3099	14.3115
1	LYD	LIBYAN DINAR 	24.0618	24.1853
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA 	3.2961	3.3064
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	179.0374	179.0374

PORTÉE PAR NVIDIA ET LES ESPOIRS COMMERCIAUX

Wall Street en hausse

La Bourse de New York a fini en hausse mardi, portée par les gains de Nvidia et d'autres fabricants de semi-conducteurs, dans l'attente de potentielles négociations entre les Etats-Unis et leurs partenaires commerciaux sur les droits de douane, à propos desquels les investisseurs espèrent de la clarté. L'indice Dow Jones a gagné 0,51%, ou 214,16 points, à 42.519,64 points. Le S&P-500, plus large, a pris 34,43 points, soit 0,58%, à 5.970,37 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 156,34 points (0,81%) à 19.398,96 points. La Maison blanche a réitéré qu'un entretien téléphonique entre Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping était

imminent, alors que le président américain a récemment accusé la Chine d'enfreindre l'entente scellée en mai à Genève pour apaiser les tensions commerciales entre les deux plus grandes puissances économiques mondiales. Pékin a dénoncé des accusations sans fondement et souligné qu'il protégerait ses intérêts. Par ailleurs, d'après un document que Reuters a pu consulter, Washington réclame des pays qu'ils lui soumettent d'ici mercredi leurs meilleures offres commerciales, une manière d'accélérer les négociations bilatérales avant l'expiration, dans cinq semaines, de la trêve déclarée par Donald Trump pour les vastes taxes douanières dites "réciproques".

"Ce qui compte le plus pour les investisseurs, c'est que l'administration ne va pas imposer des droits de douane bien plus importants que prévu et les laisser en place, un scénario qui aurait vraisemblablement conduit à une récession", a commenté Chris Zaccarelli, directeur des investissements de Northlight Asset Management. "Le fait que les Etats-Unis dialoguent activement avec un grand nombre de partenaires commerciaux - Chine, Royaume-Uni, Japon, UE... - rend les investisseurs plus optimistes", a-t-il ajouté. Ces dernières semaines, dans le contexte d'apaisement des tensions commerciales, les principaux indices de Wall Street ont rebondi du creux début avril provoqué par l'annonce de Do-

nald Trump de vastes taxes douanières contre des dizaines de pays. Un rapport du département américain du Travail publié dans la journée montre que le nombre d'offres d'emploi aux Etats-Unis a augmenté plus que prévu en avril, mais que les licenciements ont également été plus nombreux, suggérant un ralentissement du marché du travail du fait des craintes sur les répercussions des droits de douane. Les investisseurs attendent la publication, vendredi, de données mensuelles sur l'emploi pour avoir davantage d'éléments. Parmi les secteurs majeurs du S&P-500, les technologies de l'information ont fini la séance dans le vert dans le sillage des

gains de Nvidia, qui a pris 2,9%, tandis que Broadcom a atteint un record de clôture après avoir annoncé qu'il commençait à livrer ses dernières puces destinées à l'intelligence artificielle (IA). Notant qu'il était attendu que Donald Trump et Xi Jinping discutent notamment de la question des semi-conducteurs s'ils venaient effectivement à s'entretenir, Angelo Zino, analyste chez CFRA Research, a souligné que cela devrait profiter à Nvidia, le poids lourd de l'IA étant "grosso modo tenu à l'écart de la Chine à l'heure actuelle". Dollar General a bondi de 15,8% après avoir communiqué des prévisions de ventes annuelles supérieures aux attentes et fait état de résultats trimestriels solides.

FRANCE-ITALIE

Des «convergences fortes» entre Macron et Meloni lors de leur rencontre-Elysée

Le président français Emmanuel Macron et la présidente du Conseil italien Giorgia Meloni ont trouvé mardi des "convergences fortes" lors de leur entretien à Rome, a déclaré l'Elysée, alors que des tensions bilatérales sont apparues ces derniers mois à propos notamment de l'Ukraine, du commerce et des relations avec les États-Unis.

La France et l'Italie "entendent renforcer leur engagement commun pour une Europe plus souveraine, plus forte et plus prospère", a rapporté la présidence française à l'issue des discussions entre les deux dirigeants. "La rencontre a mis en évidence des convergences fortes sur l'agenda européen de compétitivité et de prospérité", a-t-elle ajouté. Emmanuel Macron et Giorgia Meloni ont également abordé des enjeux sécuritaires pour l'Europe et la coordination "sur la relation transatlantique, ainsi que sur le commerce et la sécurité économique" du bloc communautaire, a fait savoir l'Elysée dans un communiqué. Ils ont décidé que le prochain sommet bilatéral serait organisé en France début 2026 et permettrait "une mise à jour" des objectifs de coopération bilatérale prévus par le Traité du Quirinal, a-t-elle indiqué. Ces derniers mois, Emmanuel Macron et Giorgia Meloni ont préconisé des approches différentes, voire concurrentes, à l'égard du retour de Donald Trump à la présidence américaine. Giorgia Meloni, dont le pays jouit d'un important excédent commercial avec les États-Unis, cherche à maintenir un alignement de l'Europe sur les États-Unis, lançant le slogan "Make the West great again" lors d'une rencontre avec Donald Trump à Washington en avril. Emmanuel Macron dé-

clarent qu'ils visaient à établir un cessez-le-feu et en semblant comparer, aux yeux de Rome, la justification de Giorgia Meloni à la "désinformation russe". Selon l'Elysée, Emmanuel Macron a pris l'initiative de la rencontre prévue mardi et a tenté de minimiser tout désaccord, affirmant que la réunion et le dîner de travail, tous deux fermés à la presse, seraient pour lui l'occasion de faire preuve "de respect" et "d'amitié". Des responsables italiens ont déclaré en amont que la rencontre visait à "jeter les bases d'un nouveau renforcement des relations" entre les deux pays et que la situation au Moyen-Orient et en Libye serait également abordée. L'Italie et la France craignent que la Russie ne renforce sa présence dans l'est de la Libye après la chute fin 2024 du régime de Bachar al Assad en Syrie, allié de Moscou, afin de conserver une position en Méditerranée. "Cette rencontre Macron-Meloni n'a pas pour but de raviver l'amitié franco-italienne. C'est une question de nécessité, pas de nostalgie", a déclaré Francesco Galletti, directeur général de la société de conseil Policy Sonar, basée à Rome, ajoutant que les deux pays auraient intérêt à trouver un terrain d'entente sur la Libye "rapidement".

clarent qu'ils visaient à établir un cessez-le-feu et en semblant comparer, aux yeux de Rome, la justification de Giorgia Meloni à la "désinformation russe". Selon l'Elysée, Emmanuel Macron a pris l'initiative de la rencontre prévue mardi et a tenté de minimiser tout désaccord, affirmant que la réunion et le dîner de travail, tous deux fermés à la presse, seraient pour lui l'occasion de faire preuve "de respect" et "d'amitié". Des responsables italiens ont déclaré en amont que la rencontre visait à "jeter les bases d'un nouveau renforcement des relations" entre les deux pays et que la situation au Moyen-Orient et en Libye serait également abordée. L'Italie et la France craignent que la Russie ne renforce sa présence dans l'est de la Libye après la chute fin 2024 du régime de Bachar al Assad en Syrie, allié de Moscou, afin de conserver une position en Méditerranée. "Cette rencontre Macron-Meloni n'a pas pour but de raviver l'amitié franco-italienne. C'est une question de nécessité, pas de nostalgie", a déclaré Francesco Galletti, directeur général de la société de conseil Policy Sonar, basée à Rome, ajoutant que les deux pays auraient intérêt à trouver un terrain d'entente sur la Libye "rapidement".

COOPÉRATION

La Chine appelle à des relations «saines» avec les États-Unis

Le ministre chinois des Affaires étrangères Wang Yia a, lors d'une rencontre mardi avec le nouvel ambassadeur américain à Pékin, appelé à des relations «saines» entre les deux pays, tandis que ce dernier a mis l'accent sur les priorités du président américain Donald Trump, à savoir «le commerce, le fentanyl et l'immigration illégale». Dans un contexte de fortes tensions commerciales entre les deux pays, Wang Li a dit espérer que l'ambassadeur David Perdue «jouera un

rôle positif pour promouvoir un développement sain, stable et durable des relations entre la Chine et les États-Unis», selon un compte rendu publié par le ministère chinois des Affaires étrangères.

Fentanyl et immigration illégale

La Maison-Blanche a indiqué la veille qu'un appel probable aurait lieu cette semaine entre Donald Trump et son homologue chinois Xi Jinping, alors les deux puissances s'accusent mutuelle-

ment de mettre en péril la trêve commerciale négociée entre Washington et Pékin en mai à Genève. Les États-Unis et la Chine avaient alors accepté de réduire pendant 90 jours leurs droits de douanes, afin de suspendre temporairement une folle surenchère qui avait porté les droits de douane sur les produits américains à 125% et ceux appliqués aux produits chinois à 145%. Mais les États-Unis ont depuis accusé la Chine de ne pas respecter les termes de cette trêve commerciale, des accu-

sations qualifiées de «fausses» par Pékin. Wang Yia a déclaré que la Chine s'opposait à de récentes mesures américaines mettant en péril selon lui «les droits et intérêts légitimes de la Chine». Washington devrait «créer les conditions nécessaires pour que les relations sino-américaines reviennent sur le bon chemin», a-t-il dit. De son côté, David Perdue a déclaré sur X qu'il avait «mis en relief les priorités du président Trump concernant le commerce, le fentanyl et l'immigration

illégale». Washington accuse la Chine d'exporter des produits chimiques utilisés pour fabriquer du fentanyl vendu aux États-Unis, où ont été signalés des dizaines de milliers de décès par an liés à la consommation d'opioïdes. L'administration Trump a également dans son viseur les ressortissants chinois qui sont entrés aux États-Unis, soit légalement soit illégalement. Le président Trump a menacé la semaine dernière d'annuler les visas des étudiants chinois.

ÉTATS-UNIS

Constellation passe un accord pour fournir Meta en énergie nucléaire

L'américain Constellation Energy, grand opérateur de centrales nucléaires aux États-Unis, a passé un accord pour fournir durant 20 ans à Meta de l'énergie produite par sa centrale nucléaire de Clinton (Illinois), a-t-il annoncé mardi. L'énergéticien explique dans son communiqué que l'accord avec le géant américain de la technologie Meta (Facebook, Instagram) - dont les conditions financières ne sont pas précisées -, permettra de «soutenir les objectifs en matière d'énergie propre de Meta et les opérations dans la région avec 1.121 mégawatts d'énergie nucléaire sans émissions».

La centrale de Clinton a été mise en service en 1987. Elle devait «fermer prématurément en 2017 après des années de pertes financières», rappelle le communiqué, mais sa fermeture avait été évitée grâce à l'adoption d'un programme de crédits pour les émissions nulles portant jusqu'à mi-2027. À partir de juin 2027, cet accord va donc soutenir le renouvellement de la licence et la poursuite des opérations de l'installation nucléaire, qui emploie directement quelque 500 personnes et alimente en électricité 800.000 foyers, précise Constellation. La production d'énergie de Clinton sera rehaussée de 30 mégawatts grâce à des améliora-

tions de la centrale. «Avoir accès à une énergie propre et fiable est nécessaire pour continuer à faire progresser nos ambitions en matière d'intelligence artificielle», a commenté Urvi Parekh, responsable monde pour l'énergie chez Meta, cité dans le communiqué. «Nous sommes fiers de contribuer à maintenir la centrale de Clinton en fonctionnement pour les années à venir et de démontrer que cette centrale est une pièce importante pour renforcer l'avance américaine en matière d'énergie», ajoute-t-il. L'essor fulgurant de l'intelligence artificielle a entraîné de gigantesques nouveaux besoins énergétiques. Les centres

de données (data center), ces millions de serveurs qui hébergent les données informatiques, représentent aujourd'hui seulement 1% de la consommation d'électricité mondiale, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Mais à certains endroits, les chiffres s'envolent: en 2023, plus de 25% de la demande d'électricité dans l'État de Virginie, aux États-Unis, provenait des centres de données, selon l'agence de l'énergie de l'OCDE. En septembre 2024, Constellation avait annoncé un projet de relance en 2028 d'une unité nucléaire à Three Mile Island, en Pennsylvanie, pour fournir Microsoft en électricité.

PAYS-BAS

Le Premier ministre annonce la démission de son gouvernement

Le Premier ministre néerlandais, Dick Schoof, a annoncé mardi la démission de son gouvernement, qu'il présentera officiellement au roi, ont rapporté des médias locaux. Cette décision a été prise après que le Parti pour la liberté (PVV, extrême droite) a annoncé son retrait de la coalition au pouvoir. M. Schoof a indiqué, lors d'une conférence de presse à La Haye, qu'il présentera officiellement sa démission au roi Willem-Alexander plus tard dans la journée. Il a fait savoir qu'il resterait à son poste en tant que Premier ministre par intérim et poursuivrait son travail en vue de répondre aux grands défis auxquels les Pays-Bas font face à l'heure actuelle. M. Schoof a également critiqué le retrait du PVV, le qualifiant d'"irresponsable et absolument pas nécessaire". Le gouvernement néerlandais dirigé par M. Schoof a pris ses fonctions le 2 juillet 2024 et est donc au pouvoir depuis moins d'un an.

2 DOLLARS LE LOT DE COMPTES PIRATÉS

Russian Market, la marketplace qui cartonne chez les cybercriminels

Accessible, bon marché, et bien fourni. Voilà comment Russian Market est devenu LE supermarché préféré des cybercriminels en quête d'identifiants volés. Alimentée en continu par des infostealers comme Lumma, la plateforme opaque concentre aujourd'hui une grande partie de l'économie souterraine liée au trafic de données.

Il ne paie pas de mine, mais son impact se mesure en centaines de millions de comptes compromis. Le site Russian Market n'est pas vraiment nouveau dans le milieu des marketplaces véreuses – il existe depuis 2019 – mais sa notoriété a explosé depuis le démantèlement de Genesis Market, en 2023. Noms d'utilisateurs, mots de passe, cartes bancaires, portefeuilles crypto ou identifiants professionnels, tout y passe. Et tout se vend, souvent pour quelques dollars à peine.

Une nouvelle référence du marché noir qui ne désemplit pas

C'est ce que confirme le dernier rapport de ReliaQuest, qui documente la place centrale qu'occupe désormais Russian Market dans le trafic de données volées. En quelques mois, la plateforme est devenue the place to be pour écouler les butins collectés par les infostealers, ces logiciels malveillants conçus pour siphonner les informations sensibles sur les machines infectées.

Derrière ce nom un peu fade, on trouve un service structuré, où pullulent des fichiers compressés (logs) contenant des ensembles d'identifiants, de configurations système, de listes de logiciels installés ou encore de sessions actives. Selon ReliaQuest, le site proposait déjà plus de cinq millions de logs en 2023, soit potentiellement des centaines de millions d'identifiants compromis. La majorité des données en vente sont a priori recyclées à



partir de campagnes antérieures, mais le volume, les prix cassés (parfois 2 dollars le log) et l'absence quasi totale de contrôle à l'entrée (une simple adresse mail fait l'affaire pour s'inscrire et accéder au catalogue) suffisent à attirer une clientèle massive.

Mais surtout, la plateforme tire sa force de la diversité et de l'efficacité des malwares qui l'alimentent. En 2024, Lumma représentait à lui seul plus de 90 % des alertes d'identifiants relevées sur le site. Depuis son démantèlement en mai dernier, il a été remplacé par Acreed, auquel les équipes de Webz ont attribué plus de 4 000 logs mis en vente rien que la pre-

mière semaine de sa diffusion.

Plus modestement, d'autres stealers continuent de fournir leur lot quotidien de logs à la plateforme, à l'instar de RedLine, Vidar, RisePro ou Raccoon, encore présents dans les statistiques, mais clairement en déclin dans la mesure où leurs activités dépendent désormais de campagnes ponctuelles ou d'infrastructures encore debout.

Des accès qui valent bien plus que quelques mots de passe

Si Russian Market reste autant fréquenté, c'est parce que les données qu'on y trouve

permettent d'accéder directement à des comptes encore actifs, souvent professionnels, et parfois exploitables sans mot de passe.

Sur les 1,6 million d'annonces épluchées par ReliaQuest, 61 % des logs contenaient des accès à des services SaaS (Google Workspace, Zoom, Salesforce...) et 77 % incluait des accès SSO, généralement réutilisables sur plusieurs services. Des données critiques puisqu'elles concernent majoritairement des environnements et des comptes utilisés pour se connecter à des outils de travail, des CRM, des plateformes de messagerie ou des services cloud internes.

Sans grandes surprises, certaines entreprises se retrouvent plus exposées que d'autres.

Les services scientifiques, techniques et professionnels concentrent à eux seuls près de 30 % des alertes recensées, devant le secteur de l'information (28 %), la finance et les assurances (9 %) ou encore l'éducation (3 %).

Une répartition qui reflète surtout la fréquence des connexions web, l'usage massif des outils SaaS et, dans certains cas, le recours à des appareils personnels en environnement pro, plus difficiles à contrôler et à sécuriser.

Mais le pire reste peut-être à venir. Les analystes de ReliaQuest estiment que les infostealers vont plus en plus cibler les gestionnaires de mots de passe, toujours mieux intégrés aux usages professionnels. Soyez-en sûr, ce qui manque encore finit toujours par arriver.

Apple Intelligence pas encore adossé à des LLM à 150 Md de paramètres

À l'approche de la WWDC 2025, Apple continue de peaufiner ses grands modèles de langage pour son offre Intelligence. Au-delà d'une quête de performance, la question des hallucinations remet en cause un lancement à court terme. Alors que la WWDC d'Apple - dont l'édition 2025 est imminente (9-13 juin) - est traditionnellement le moment clé pour présenter des évolutions logicielles majeures, plusieurs observateurs anticipent un événement davantage axé sur la communication que sur des annonces majeures. En effet, un an après la

présentation, précipitée, d'Apple Intelligence, la société de Cupertino adopte désormais une approche beaucoup plus prudente pour restaurer sa crédibilité dans le domaine de l'IA. Pour des développements plus prometteurs il faudra probablement patienter jusqu'à la prochaine édition de la conférence développeurs d'Apple en 2026.

Des LLM massif en cours de test

D'après les informations de Mark Gurman journaliste chez Bloomberg, la firme à la pomme expérimente ac-

tuellement des modèles de langage bien plus puissants que ceux intégrés dans la première version d'Apple Intelligence. Alors que celle-ci repose sur des modèles allégés de 3 milliards de paramètres, conçus pour un traitement local sur appareil, la firme disposerait désormais de modèles de 7, 33 et jusqu'à 150 milliards de paramètres. Ce dernier, hébergé dans le cloud, aurait atteint un niveau de performance proche des modèles les plus récents d'OpenAI, selon des tests internes menés via un outil baptisé Playground. Malgré ces progrès, le fournisseur

freine cependant toute tentative de déploiement immédiat. Les errements liés au lancement initial de son assistant intelligent, pointé du doigt pour son retard et ses limites fonctionnelles, incitent les dirigeants à temporiser. Le risque d'erreurs générées par les modèles - les fameuses hallucinations - reste un point de blocage majeur. Si le problème est bien connu dans tout l'écosystème IA, Apple semble y accorder une attention particulière, quitte à retarder une annonce et laisser à ses concurrents un coup d'avance.

Un alignement des versions de l'OS

Selon Bloomberg, Apple pourrait adopter une nouvelle nomenclature en alignant directement ses systèmes d'exploitation sur l'année 2026. Ainsi, lors de la WWDC la semaine prochaine, la firme californienne devrait présenter iOS 26, iPadOS 26, macOS 26, tvOS 26, watchOS 26 et visionOS 26, marquant un changement de stratégie dans le nommage de ses mises à jour logicielles.

Brèves

Snowflake rachète Crunchy Data Solutions

Le spécialiste en data store Snowflake a mis la main sur Crunchy Data proposant des outils pour construire un système de gestion de données autour de Postgres, la célèbre base de données relationnelle open source orientée objet. Avec ce rachat, Snowflake compte renforcer son offre AI Data Cloud. La transaction, qui n'est pas encore finalisée, est évaluée à 250 M\$.

Cartier touché par une cyberattaque

La société de produits de luxe a été victime d'une attaque informatique ayant débouché sur le vol de certaines données personnelles de ses clients incluant des noms, des adresses e-mail ainsi que leurs pays de résidence. Les informations bancaires ne sont pas concernées par ce piratage. Cartier a confirmé qu'un tiers non autorisé avait temporairement accédé à son système. « Compte tenu de la nature des données, nous vous recommandons de rester attentif à toute

communication non sollicitée ou à toute autre correspondance suspecte », a alerté le groupe de luxe dans un mail envoyé à ses clients.

Microsoft licencie encore

Après un vaste plan de suppression de postes en mai dernier - 6 000 soit 3 % de ses effectifs - le fournisseur américain annonce encore des licenciements. Selon Bloomberg, qui tient sa source d'un avis de l'Etat de Washington, plus de 300 employés ont été informés lundi que leur poste avait été supprimé.

EN ATTENDANT SES NOUVEAUX UTILITAIRES ÉLECTRIQUES

L'usine Renault de Sandouville connaît un sacré ralentissement

Le Renault Trafic est encore l'un des rares utilitaires français à être produit en France. Alors que Stellantis a décidé d'assembler ses véhicules au sein de ses usines de Gliwice (Pologne) et d'Atessa (Italie), la firme au Losange confirme son intention de produire en France, même pour sa future gamme d'utilitaires Flexis, qui sera assemblée à Sandouville. Mais en attendant, l'usine n'est pas en pleine capacité et souffre du manque de commandes du Trafic électrique.

Le Renault Trafic est la réponse 100 % électrique à la gamme déjà bien fournie de modèles carburant aux électrons de chez Stellantis. Avec environ 300 km d'autonomie, le Trafic E-Tech ne fait pas forcément pâle figure face à la concurrence de chez Peugeot ou Citroën, mais il semble ne plus rencontrer le succès escompté.

En effet, même si le Trafic est toujours l'utilitaire le plus vendu en France et le deuxième en Europe, sa version électrique ne séduit plus forcément, les clients préférant se tourner vers le diesel, notamment les professionnels, surtout depuis que les aides gouvernementales concernant les utilitaires électriques ont été mises entre parenthèses au début de l'année.

Une demande en baisse, la produit en pâtit

Par conséquent, Renault a dû adapter ses chaînes de production. L'usine de Sandouville, située en Seine-Maritime, près du Havre, souffre de ce manque de commandes. Comme le rapportent les journalistes du Courrier Cauchois, la production du Trafic électrique a même été divisée par deux. Cela a été annoncé à l'occasion du comité social et économique du 27 mai par la direction de Renault Sandouville. Par conséquent, seuls 10 modèles électriques sortiront désor-



mais des lignes de montage chaque jour, contre 20 auparavant. Nous sommes loin des ambitions que nourrissait la direction en fin d'année dernière, où elle prévoyait la production de 30 à 40 unités par jour. De quoi soutenir une production quotidienne de plus de 600 unités assemblés quotidiennement toute motorisation confondue, que ce soit sous le logo Nissan ou bien celui de Renault Trucks.

Le salut électrique viendra peut-être de la coentreprise Flexis, fruit d'un part-

nariat entre Renault Group, Volvo Group et CMA CGM, qui doit prochainement produire une nouvelle gamme d'utilitaires, à savoir l'Estafette, la Goelette et une nouvelle version du Trafic E-Tech électrique.

De quoi redonner un peu d'allant à une usine déjà secouée en mars dernier par la suppression de 323 postes d'intérimaires sur les 600 que compte actuellement l'usine, en plus des 1 700 salariés à temps plein. Toutefois, avec l'arrivée de la production des modèles Flexis en

2026, Renault avait annoncé, via Luca de Meo, le PDG du groupe, l'embauche de 400 salariés supplémentaires jusqu'à 2028, en plus de 150 intérimaires qui ont déjà été recrutés en CDI.

Une nouvelle gamme attendue comme le messie

Rappelons que la nouvelle gamme Flexis de Renault reposera sur une nouvelle plateforme commune ultra-technologique baptisée "skateboard" et associée à l'architecture SDV (Software Designed Vehicle) développée par Ampere. Cette base promet une flexibilité inédite, une connectivité avancée, et une réduction significative des coûts d'usage.

Le pilier de cette nouvelle gamme, le Trafic E-Tech, entend faire oublier son prédécesseur grâce à une autonomie plus intéressante de 460 km et une recharge ultra-rapide (80 % en 20 minutes grâce à une architecture 800 volts). À ses côtés, la Goelette E-Tech offre un châssis-cabine modulable pour les professionnels ayant besoin d'un véhicule sur-mesure. Enfin, l'Estafette E-Tech Electric a été pensée pour la livraison urbaine : hauteur intérieure optimisée, circulation fluide grâce à ses équipements malins (rideau coulissant, porte de cabine traversante...).

Un fabricant chinois de batteries promet de récupérer 150 km d'autonomie électrique en une minute de charge

Quand une Tesla Model 3 peut récupérer jusqu'à 275 kilomètres d'autonomie en 15 minutes et une Porsche Taycan jusqu'à 315 kilomètres en 10 minutes, le fabricant chinois SEVB annonce avoir créé une batterie capable de récupérer jusqu'à 150 kilomètres d'autonomie en une minute. Mais à l'heure actuelle, est-il possible d'atteindre de tels chiffres ?

Récupérer 150 kilomètres d'autonomie en seulement une minute de recharge, cela a de quoi laisser rêveur bon nombre de conducteurs de voiture électrique. Mais des promesses comme ça, on en entend bien une grosse dizaine chaque année ! Donc, on écoute attentivement toutes ces annonces, en attendant surtout, avant de s'enthousiasmer, de les voir un jour se traduire dans la vraie vie...

Une annonce qui intrigue

Aujourd'hui, les véhicules les plus efficaces du marché branchés sur les chargeurs les plus puissants sont encore loin de telles prouesses. Pour avoir en tête un ordre d'idée de ce qui existe réellement aujourd'hui, une Lotus Eletre peut récupérer, dans des conditions idéales, 400 kilomètres d'autonomie en 20 minutes. Et une Porsche

Taycan avec la batterie Performance Plus, 315 kilomètres en 10 minutes. Alors, quand l'entreprise SEVB (Sunwoda Electric Vehicles Battery) annonce une batterie aux capacités en théorie exceptionnelles au salon international de la batterie de Shenzhen (Chine), cela intrigue. De quoi venir marcher sur les plates-bandes des géants que sont BYD et CATL, lesquels se disputent le titre de premier fournisseur mondial.

Des possibilités pas si réalisables...

La Xinxingchi 2.0, c'est son nom, est donc le nouveau produit présenté par SEVB, et les caractéristiques annoncées interpellent : jusqu'à 150 kilomètres d'autonomie récupérés en une minute, 450 km en 5 minutes et une autonomie totale de 800 kilomètres. Elle serait capable de reproduire ces performances à 90 % même par -20 °C, et d'effectuer 100 000 cycles de recharges sans dégradation. Ces performances ont pour objectif, d'après la firme, de rendre une recharge électrique aussi rapide qu'un plein d'essence.

C'est un pic, c'est un cap...

Mais ces données plus qu'alléchantes sont à relativiser. Tout



d'abord, la consommation d'un véhicule est en grande partie déterminée par d'autres facteurs que la batterie (poids, aérodynamisme, pneumatiques etc). De plus, pour obtenir de tels résultats, il faut que la batterie soit dans des conditions optimales de température tout comme le niveau de charge restant qui doit se situer dans une certaine zone. Si le chiffre de 150 km d'autonomie récupérés en seulement une minute impressionne, il est aussi évident qu'il s'agit là d'un pic que la batterie ne peut tenir longtemps. D'ailleurs la puissance acceptée baisse vite ensuite

puisqu'elle n'est plus « que » de 810 kW sur 5 min, ce qui est tout de même énorme nous sommes bien d'accord ! On ne sait pas non plus en combien de temps la batterie, qui doit faire à peu près 120 kWh pour annoncer une autonomie de 800 km, se charge de 10 à 80% pour pouvoir comparer aux rivales actuelles.

Reproduction impossible

Alors, il faut tout de même mettre quelques bémols à ces annonces spectaculaires, car pour obtenir de telles performances, il faut le char-

geur adéquat : ce dernier doit fournir une puissance de 1,4 mégawatt (soit 1 400 kilowatts) avec une tension de 1000 volts.

Bien que cette batterie ne soit pas annoncée pour le moment dans des véhicules prévus pour être vendus en Europe, il serait de toute façon impossible pour le moment de reproduire des recharges aussi rapides

Rester quand même à l'écoute

L'autre question qui se pose est le prix d'une recharge à une telle puissance, car plus la puissance délivrée est élevée, plus le coût du kWh est cher ! Il faut en effet compter, en plus du tarif du Superchargeur, le coût du raccordement au réseau pour une telle puissance (le prix du mètre de câble supportant de telles puissance est extrêmement élevé pour l'amener depuis un transformateur haute tension qui peut être assez loin). Bref, si l'annonce technique est alléchante, pas sûr qu'il existe une réalité économiquement viable pour une telle promesse... qui fait tout de même envie. Mais nous restons bien sûr à l'écoute dès que l'on passera des annonces à une réalité sur le terrain, avec cette batterie montée dans une voiture commercialisée en série.

La 28^e édition du Salon de l'enfance a débuté à la maison de la culture Mohammed Lamine-Lamoudi à El-Oued, avec la participation de nombreux clubs, troupes et associations culturelles et artistiques, issus des différentes communes de la wilaya, ont indiqué mercredi des organisateurs.

Devant s'étaler jusqu'au 16 juin, cette manifestation, retenue dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de l'enfance, prévoit un salon du livre pour enfants, des ateliers de dessins, de lecture, de photographie ainsi que des travaux manuelles et de créativité, des représentations théâtrales et des programmes musicaux exécutés par des chorales d'enfants, a fait savoir le Directeur de la maison de la culture, Yacine Boughezala.



SÛRETÉ D'ALGER

Mise en place d'un plan spécial pour l'Aïd El-Adha

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont mis en place un plan spécial, à l'occasion de l'Aïd El-Adha, à travers des mesures préventives et une présence renforcée sur le terrain des différentes équipes opérationnelles.

Lors d'une sortie de terrain organisée, mercredi, par la Sûreté de wilaya d'Alger, au niveau des stations de tramway, de métro et de transport terrestre des voyageurs à Alger, l'accent a été mis sur les mesures prises dans le cadre de ce plan, à travers la présence renforcée sur le terrain des différentes équipes opérationnelles afin de garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens.

Dans une déclaration à la presse, l'adjoint au chef du bureau de communication à la Sûreté de wilaya d'Alger, le commissaire de police Mehdi Ahabab, a indiqué qu'à l'occasion de l'Aïd El-Adha, il sera procédé au renforcement "des différentes équipes opérationnelles sur le terrain, ainsi que des patrouilles pédestres et motorisées dans les lieux et espaces publics, afin d'assurer la sécurité des citoyens et de les accompagner tout au long des jours de l'Aïd".

Dans ce sillage, des mesures seront également prises pour assurer la fluidité du trafic sur les principaux axes routiers et les rues d'Alger, grâce au Centre de Commandement et de Contrôle (CCC) relevant de la Sûreté nationale, parallèlement aux campagnes de sensibilisation visant à conscientiser les usagers de la route au strict respect du code de la route et des règles de bonne conduite, a-t-il soutenu

ANP

Saisie de plus d'un quintal de drogues à la frontière avec le Maroc

Des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) ont réussi à neutraliser deux terroristes à Khenchela, relevant de la 5^e Région militaire, et à récupérer deux pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov ainsi qu'une quantité de munitions. Selon le bilan hebdomadaire de l'ANP, publié ce mercredi, les terroristes dénommés Rekan Brahim, alias « Bilal », et Lahad Ibrahim, alias « Moussa », se sont rendus aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar, dans la 6^e Région militaire. Ils étaient en possession de deux pistolets mitrailleurs Kalachnikov, d'un pistolet automatique, de munitions et d'autres effets. Par ailleurs, six éléments de soutien aux groupes terroristes ont

été arrêtés lors d'opérations distinctes menées à travers le territoire national. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, 63 narcotrafiquants ont été arrêtés et une tentative d'introduction de 1 quintal et 31 kilogrammes de kif traité en provenance du Maroc a été déjouée. Les forces de sécurité ont également saisi d'importantes quantités de psychotropes, estimées à 240 205 comprimés, lors d'opérations menées dans différentes Régions militaires. Toujours dans le Sud du pays, 220 individus ont été interpellés à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et Djanet. Les forces de l'ANP ont également saisi 50 véhicules, 281 groupes électrogènes, 183 marteaux-piqueurs, 5

détecteurs de métaux, ainsi que des quantités de minerai aurifère mélangé à des pierres, des explosifs, du matériel de détonation et des équipements servant à l'orpaillage illégal. De plus, 13 autres individus ont été arrêtés, 11 fusils de chasse saisis, en plus de 11 335 litres de carburant, 18 quintaux de tabac et 39 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et à la spéculation, lors d'opérations menées dans plusieurs régions. Enfin, les garde-côtes ont réussi à déjouer plusieurs tentatives d'émigration clandestine sur les côtes nationales, en sauvant 323 personnes à bord d'embarcations artisanales. Par ailleurs, 381 migrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le pays.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

L'agriculture algérienne : une évaluation est nécessaire pour aller plus loin

Les investissements, les rendements, la valeur de l'Eau et le Coût de l'énergie, les subventions, les prix, les spéculateurs, l'écologie, ce sont des questions centrales pour l'avenir de l'agriculture algérienne et en particulier son segment saharien.

La production agricole, dans ses différents compartiments (céréales, agrumes, maraichage, fruits,) a connu un développement prodigieux au cours des dernières années. L'apport de l'agriculture saharienne est très conséquent dans la construction d'une sécurité alimentaire interne. Les perspectives de son développement sont immenses. De nombreuses cultures ont permis une autosuffisance, c'est le cas notamment des cultures maraichères, des agrumes, et à un degré moindre les fruits hors agrumes. Les productions de lait et de viandes demeurent encore insuffisantes. La filière élevage souffre encore de sa faible organisation, de sa fragilité structurelle et de sa vulnérabilité liée aux maladies et autres parasites ; mais aussi aux comportements des éleveurs, des maquignons, de la disponibilité de l'alimentation et surtout des prix et de la désorganisation de la distribution des produits subventionnés qui a donné lieu à une spéculation et même à une corruption. Les rapports et les études sur cette filière se focalisent particulièrement sur l'importation des animaux et des aliments ; les questions d'organisation de la filière autour des principaux acteurs, des territoires sont souvent occultées. C'est le cas par exemple des terres de parcours, de la génétique, des centres de reproduction, de la formation des éleveurs etc. La céréaliculture est l'autre filière qui connaît des déficits par rapport à la demande depuis l'indépendance. Le blé dur et l'orge occupent les 2/3 des superficies et tendent vers une autosuffisance, alors que le blé tendre peine à améliorer ses rendements et enregistre des déficits énormes compensés par des importations massives (plus de deux Mds de U.S \$).

L'agriculture algérienne, à l'instar des autres pays, est passée au stade d'une agriculture « industrialisée » c'est à dire sans paysans ; toutefois, il demeure des segments exploités par des paysans sur des superficies de plus en plus petites. Ce passage n'a pas été accompagné d'une véritable modernisation par la mécanisation et par l'utilisation des procédés techniques et technologiques. Autant l'agriculture dans

le Sud est très mécanisée, celle du Nord demeure parfois artisanale. L'agriculture saharienne est une agriculture sans paysans et sans sol.

In fine, l'Algérie dispose aujourd'hui de deux systèmes agricoles : une agriculture au Nord encore très diversifiée par son organisation et par ses facteurs de production et une agriculture au Sud très moderne, fortement mécanisée et sur de grandes superficies. Elle est différente par son système d'exploitation (saisonnalité), ses systèmes d'irrigation et par ses rendements physiques et financiers. Les deux systèmes sont aujourd'hui très complémentaires. Nous n'avons pas exploité toutes les potentialités de l'agriculture du Nord ; il y a encore des réserves de productivité si un effort de modernisation par la mécanisation et la technologie est entrepris. Globalement, les rendements sont déjà élevés, comparés au Nord et progressent lentement. Les résultats financiers des exploitations sont appréciables. L'évaluation de la productivité de l'agriculture algérienne est encore controversée : pour les uns (la banque mondiale en particulier), la productivité est en progression continue ; pour les autres (opérateurs et observateurs), cette progression est maquillée par la sous-évaluation des consommations intermédiaires (subventions massives), il y a donc quelque part une rente de situation ou des subventions excessives.

Cette évolution fort appréciable de l'agriculture algérienne ne dispense pas de débattre de l'avenir de ses deux segments : au Nord et au Sud et même un troisième segment, celui des plateaux qui a souvent été écarté des débats.

Au nord, la situation est maîtrisée par une longue histoire des pratiques et par des données naturelles connues. La modernisation est le défi principal pour les années à venir : des superficies exploitables de plus en plus réduites et une main d'œuvre de moins en moins disponible et qualifiée.

Dans les années 80 et 90 un débat sérieux a été engagé sur la question : « Faut-il transférer l'Eau du Sud vers les Hauts plateaux ou exploiter cette Eau sur place sur un sol qui n'en est pas un, c'est-à-dire qui n'a aucune matière organique et par conséquent il faut faire l'apport chimique nécessaire (fertilisants) pour le rendre fertile et productif. Sur les Hauts plateaux les sols ne sont pas très riches mais contiennent

des matières organiques. L'apport en fertilisants sera beaucoup moindre, alors que l'apport en Eau sera conséquent. Au final, la question est purement économique : combien rapporte un hectare exploité et à quel coût dans le Sud et dans les Hauts plateaux ? Vite, par paresse intellectuelle ou par calcul politique, en tout cas pas par calcul économique, l'option Hauts plateaux est écartée.

Aujourd'hui, après plus de 40 ans de pratiques agricoles dans le grand Sud, le moment est peut-être venu pour faire le bilan sur tous les plans : consommation d'Eau, rendements, impacts sur l'aménagement du territoire, impacts écologiques, Subventions... en somme est-il opportun et possible de poursuivre cette aventure et quel en serait le coût global (économique, écologique, humain, ...). Reconsidérer l'option des Hauts plateaux à la lumière des conclusions précédentes serait un autre exercice à faire sur l'ensemble des points évoqués plus haut (coûts économiques liés aux transferts de l'Eau, coût d'exploitation, impacts sur l'AT, ...)

Les deux principaux facteurs de production du système agricole sont l'Eau et le Sol qui se trouvent tous deux des ressources naturelles épuisables. Si l'un manquait, l'autre se neutraliserait. Il est impossible de transférer un sol, plutôt on le remplace par des matières chimiques, alors que l'Eau peut être transférée vers un autre sol éloigné. Les questions centrales se situent au-delà des productions, elles sont au niveau de la durabilité des ressources, de la protection des écosystèmes, de la proximité des lieux de consommation...

La question de l'Eau doit être au centre de la réflexion, au Nord, au Sud et aux Hauts plateaux. La relocalisation récente en Algérie de l'organisme chargé de l'observation du système aquifère (précédemment pris en charge par l'OSS : Observatoire du Sahara septentrional) est une décision stratégique importante. Son repositionnement sur les trois pays concernés par le réservoir albien est judicieux pour ne pas impliquer des pays non concernés directement. Le nouvel organisme est dénommé : Mécanisme de Concertation du Système Aquifère du Sahara Septentrional (SASS) Algérie- Libye- Tunisie.